

Canada Gazette

Part III



Gazette du Canada

Partie III

OTTAWA, FRIDAY, MARCH 19, 2021

Statutes of Canada, 2021

Chapters 13 to 15

Acts assented to from 1 November, 2020
to 31 December, 2020

OTTAWA, LE VENDREDI 19 MARS 2021

Lois du Canada (2021)

Chapitres 13 à 15

Lois sanctionnées du 1^{er} novembre 2020
au 31 décembre 2020

Notice to Readers

The *Canada Gazette*, Part III, is published under the authority of the *Statutory Instruments Act*. The purpose of Part III is to publish public Acts as soon as is reasonably practicable after they have received royal assent in order to expedite their distribution.

Part III of the *Canada Gazette* also contains certain ancillary information, such as a list of the orders and proclamations relating to the coming into force of Acts. The list commences on the day following the end date of the previous list and ends on the last publication date before compilation, as indicated in the list.

The two electronic versions of the *Canada Gazette* are available free of charge. A Portable Document Format (PDF) version of Part I, Part II and Part III as an official version since April 1, 2003, and a HyperText Mark-up Language (HTML) version of Part I and Part II as an alternate format are available on the [Canada Gazette website](#). The HTML version of the assented-to Acts published in Part III is available on the [Parliament of Canada website](#).

For information regarding reproduction rights, please contact Public Services and Procurement Canada by email at TPSGC.QuestionsLO-OLQueries.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Avis au lecteur

La Partie III de la *Gazette du Canada*, dont la publication est régie par la *Loi sur les textes réglementaires*, a pour objet d'assurer, dans les meilleurs délais suivant la sanction royale, la diffusion des lois d'intérêt public.

La Partie III de la *Gazette du Canada* présente aussi certaines informations complémentaires, comme la liste des décrets et des proclamations ayant trait à l'entrée en vigueur des lois. La liste commence le lendemain de la date où la liste précédente prend fin et se termine à la date de la dernière publication avant la compilation, comme indiqué dans la liste.

Les deux versions électroniques de la *Gazette du Canada* sont offertes gratuitement. Le format de document portable (PDF) de la Partie I, de la Partie II et de la Partie III à titre de version officielle depuis le 1^{er} avril 2003 et le format en langage hypertexte (HTML) de la Partie I et de la Partie II comme média substitut sont disponibles sur le [site Web de la *Gazette du Canada*](#). La version HTML des lois sanctionnées publiées dans la Partie III est disponible sur le [site Web du Parlement du Canada](#).

Pour obtenir des renseignements sur les droits de reproduction, veuillez communiquer avec Services publics et Approvisionnement Canada par courriel à l'adresse TPSGC.QuestionsLO-OLQueries.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

TABLE OF PROVISIONS**TABLE ANALYTIQUE****1 Acts of the Parliament of Canada, from 1 November, 2020 to 31 December, 2020**

Chap.	Title	Bill No.
13	An Act to amend the Income Tax Act (Canada Emergency Rent Subsidy and Canada Emergency Wage Subsidy)	C-9
14	Appropriation Act No. 5, 2020–21.....	C-17
15	Appropriation Act No. 4, 2020–21.....	C-16

1 Lois du Parlement du Canada : 1^{er} novembre 2020 — 31 décembre 2020

Chap.	Titre	Projet de loi
13	Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (Subvention d'urgence pour le loyer du Canada et Subvention salariale d'urgence du Canada)	C-9
14	Loi de crédits n° 5 pour 2020-2021.....	C-17
15	Loi de crédits n° 4 pour 2020-2021.....	C-16

2 Orders and proclamations relating to the coming into force of Acts — 1 January, 2020 to 31 December, 2020**2 Décrets et proclamations ayant trait à l'entrée en vigueur des lois : 1^{er} janvier 2020 — 31 décembre 2020**

Second Session, Forty-third Parliament,
69 Elizabeth II, 2020

Deuxième session, quarante-troisième législature,
69 Elizabeth II, 2020

STATUTES OF CANADA 2020

CHAPTER 13

An Act to amend the Income Tax Act
(Canada Emergency Rent Subsidy and
Canada Emergency Wage Subsidy)

ASSENTED TO

NOVEMBER 19, 2020

BILL C-9

LOIS DU CANADA (2020)

CHAPITRE 13

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu
(Subvention d'urgence pour le loyer du
Canada et Subvention salariale d'urgence du
Canada)

SANCTIONNÉE

LE 19 NOVEMBRE 2020

PROJET DE LOI C-9

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “*An Act to amend the Income Tax Act (Canada Emergency Rent Subsidy and Canada Emergency Wage Subsidy)*”.

SUMMARY

This enactment amends the *Income Tax Act* to revise the eligibility criteria, as well as the level of subsidization, under the Canada Emergency Wage Subsidy (CEWS) as part of the response to the coronavirus disease 2019. It also extends the CEWS to June 30, 2021. The enactment further amends the *Income Tax Act* to introduce the Canada Emergency Rent Subsidy (CERS) in order to support those hardest hit by the coronavirus disease 2019. This subsidy provides relief in respect of rent and interest on debt obligations incurred to acquire real property used by businesses, charities and not-for-profit organizations in the course of their businesses or other activities. The rent subsidy is effective as of September 27, 2020.

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (Subvention d'urgence pour le loyer du Canada et Subvention salariale d'urgence du Canada)* ».

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin de réviser les critères d'admissibilité ainsi que le niveau de subvention de la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) dans le contexte de la réponse à la maladie à coronavirus 2019. Il prolonge également la SSUC jusqu'au 30 juin 2021. Le texte modifie de plus la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour introduire la Subvention d'urgence pour le loyer du Canada (SULC) afin de soutenir ceux qui sont les plus touchés par la maladie à coronavirus 2019. Cette subvention offre un allégement à l'égard du loyer et des intérêts sur les dettes contractées pour acquérir des biens immobiliers utilisés par les entreprises, les organismes de bienfaisance et les organismes à but non lucratif dans le cadre de leurs entreprises ou autres activités. La subvention pour le loyer entre en vigueur à compter du 27 septembre 2020.

69 ELIZABETH II

CHAPTER 13

An Act to amend the Income Tax Act (Canada Emergency Rent Subsidy and Canada Emergency Wage Subsidy)

[Assented to 19th November, 2020]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. 1 (5th Supp.)

Income Tax Act

1 (1) Paragraph 87(2)(g.6) of the *Income Tax Act* is replaced by the following:

COVID-19 – wage subsidy

(g.6) for the purposes of section 125.7, the new corporation is deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation unless it is reasonable to consider that one of the main purposes of the amalgamation is to cause the new corporation to qualify for the deemed overpayment under subsection 125.7(2) or (2.1) or to increase the amount of that deemed overpayment;

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on September 27, 2020.

2 (1) The definitions *eligible employee* and *top-up revenue reduction percentage* in subsection 125.7(1) of the Act are replaced by the following:

eligible employee, of an eligible entity in respect of a week in a qualifying period, means an individual employed by the eligible entity primarily in Canada throughout the qualifying period (or the portion of the qualifying period throughout which the individual was employed by the eligible entity), other than, if the qualifying period is described in any of paragraphs (a) to (c.1) of the definition *qualifying period*, an individual who is without remuneration by the eligible entity in respect of 14 or more consecutive days in the qualifying period. (*employé admissible*)

69 ELIZABETH II

CHAPITRE 13

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (Subvention d'urgence pour le loyer du Canada et Subvention salariale d'urgence du Canada)

[Sanctionnée le 19 novembre 2020]

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 1 (5^e suppl.)

Loi de l'impôt sur le revenu

1 (1) L'alinéa 87(2)g.6) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est remplacé par ce qui suit :

COVID-19 – subvention salariale

g.6) pour l'application de l'article 125.7, à moins qu'il ne soit raisonnable de considérer que l'un des objets principaux de la fusion est de faire en sorte que la nouvelle société devienne admissible au paiement en trop en vertu des paragraphes 125.7(2) ou (2.1) ou augmente le montant du paiement en trop, la nouvelle société est réputée être la même société que chaque société remplacée et en être la continuation;

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 27 septembre 2020.

2 (1) Les définitions de *employé admissible* et *pourcentage compensatoire de baisse de revenu*, au paragraphe 125.7(1) de la même loi, sont remplacées par ce qui suit :

employé admissible Particulier qui est à l'emploi d'une entité déterminée, relativement à une semaine au cours d'une période d'admissibilité, principalement au Canada de manière continue durant la période d'admissibilité (ou de la partie de la période d'admissibilité pendant laquelle le particulier était employé de manière continue), à l'exception, si la période d'admissibilité est visée à l'un des alinéas a) à c.1) de la définition de *période d'admissibilité*, d'un particulier qui est sans rémunération de l'entité déterminée pour au moins quatorze jours

top-up revenue reduction percentage, of an eligible entity for a qualifying period, means

(a) for a qualifying period referred to in any of paragraphs (c.2) to (c.4) of the definition *qualifying period*, the result (expressed as a percentage) of the formula

$$1 - A \div B$$

where

A is the average monthly qualifying revenue of the eligible entity for the last three calendar months that ended prior to the current reference period for the qualifying period, and

B is the average monthly qualifying revenue of the eligible entity for

(i) if the prior reference period for the qualifying period is January and February 2020, January and February 2020, and

(ii) in any other case, the last three calendar months that ended prior to the prior reference period for the qualifying period;

(b) for a qualifying period referred to in any of paragraphs (c.5) to (c.7) of the definition *qualifying period*, the greater of

(i) the result (expressed as a percentage) of the formula in paragraph (a), and

(ii) the revenue reduction percentage of the eligible entity for the qualifying period; and

(c) for a qualifying period referred to in paragraph (d) of the definition *qualifying period*, the revenue reduction percentage of the eligible entity for the qualifying period. (*pourcentage compensatoire de baisse de revenu*)

(2) Paragraph (b) of the definition *baseline remuneration* in subsection 125.7(1) of the Act is amended by striking out “or” at the end of subparagraph (ii), by adding “or” at the end of subparagraph (iii) and by adding the following after subparagraph (iii):

(iv) if the eligible employee was on leave for any reason mentioned in subsection 12(3) of the *Employment Insurance Act* or section 2 of the *Act respecting parental insurance*, CQLR, c. A-29.011 throughout the period that begins on July 1, 2019

consécutifs durant cette période d'admissibilité. (*eligible employee*)

pourcentage compensatoire de baisse de revenu

Relativement à une entité déterminée pour une période d'admissibilité, correspond :

a) pour une période d'admissibilité visée à l'un des alinéas c.2) à c.4) de la définition de *période d'admissibilité*, au résultat (exprimé en pourcentage) de la formule suivante :

$$1 - A \div B$$

où :

A représente le revenu admissible mensuel moyen de l'entité pour les trois derniers mois civils qui ont pris fin avant la période de référence actuelle pour la période d'admissibilité;

B le revenu admissible mensuel moyen de l'entité :

(i) si la période de référence antérieure pour la période d'admissibilité est janvier et février 2020, pour janvier et février 2020,

(ii) sinon, pour les trois derniers mois civils qui ont pris fin avant la période de référence antérieure relativement à la période d'admissibilité;

b) pour une période d'admissibilité visée à l'un des alinéas c.5) à c.7) de la définition de *période d'admissibilité*, au plus élevé :

(i) du résultat (exprimé en pourcentage) de la formule figurant à l'alinéa a),

(ii) du pourcentage de baisse de revenu de l'entité déterminée pour la période d'admissibilité;

c) pour une période d'admissibilité visée à l'alinéa d) de la définition de *période d'admissibilité*, au pourcentage de baisse de revenu pour la période d'admissibilité. (*top-up revenue reduction percentage*)

(2) L'alinéa b) de la définition de *rémunération de base*, au paragraphe 125.7(1) de la même loi, est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (iii), de ce qui suit :

(iv) si l'employé admissible était en congé pour une raison prévue au paragraphe 12(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi* ou l'article 2 de la *Loi sur l'assurance parentale*, RLRQ, ch. A-29.011 pour l'ensemble de la période qui commence le 1 juillet 2019

and ends on March 15, 2020, begins 90 days prior to the date on which the employee commenced that leave and ends on the day prior to the date on which they commenced their leave, in respect of a qualifying period referred to in any of paragraphs (c.2) to (d) of the definition *qualifying period*. (*rémunération de base*)

(3) Subparagraphs (e)(i) and (ii) of the definition *base percentage* in subsection 125.7(1) of the Act are replaced with the following:

- (i)** if the entity's revenue reduction percentage is greater than or equal to 50%, 40%, and
- (ii)** in any other case, 0.8 multiplied by the revenue reduction percentage;

(4) Paragraph (f) of the definition *base percentage* in subsection 125.7(1) of the Act is replaced with the following:

- (f)** for the qualifying period referred to in paragraph (c.7) of the definition *qualifying period*,
 - (i)** if the entity's revenue reduction percentage is greater than or equal to 50%, 40%, and
 - (ii)** in any other case, 0.8 multiplied by the revenue reduction percentage; and

(g) for a qualifying period referred to in paragraph (d) of the definition *qualifying period*, a percentage determined by regulation in respect of the eligible entity. (*pourcentage de base*)

(5) The definition *current reference period* in subsection 125.7(1) of the Act is amended by striking out “and” at the end of paragraph (c.6) and by adding the following after that paragraph:

(c.7) for the qualifying period referred to in paragraph (c.7) of the definition *qualifying period*, December 2020; and

(6) Paragraph (a) of the definition *prior reference period* in subsection 125.7(1) of the Act is amended by striking out “and” at the end of subparagraph (viii), by adding “and” at the end of subparagraph (ix) and by adding the following after subparagraph (ix):

(x) for the qualifying period referred to in paragraph (c.7) of the definition *qualifying period*, December 2019;

et se termine le 15 mars 2020, pendant la période qui commence quatre-vingt-dix jours avant la date à laquelle l'employé a commencé son congé et qui se termine le jour avant le début du congé relativement aux périodes d'admissibilité visées à l'un des alinéas (c.2) à (d) de la définition de *période d'admissibilité*. (*baseline remuneration*)

(3) Les sous-alinéas e)(i) et (ii) de la définition de *pourcentage de base*, au paragraphe 125.7(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :

- (i)** si le pourcentage de baisse de revenu de l'entité est supérieur ou égal à 50 %, 40 %,
- (ii)** sinon, 0,8 multiplié par le pourcentage de baisse de revenu;

(4) L'alinéa f) de la définition de *pourcentage de base*, au paragraphe 125.7(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

f) pour la période d'admissibilité visée à l'alinéa c.7) de la définition de *période d'admissibilité* :

- (i)** si le pourcentage de baisse de revenu de l'entité est supérieur ou égal à 50 %, 40 %,
- (ii)** sinon, 0,8 multiplié par le pourcentage de baisse de revenu;

g) pour une période d'admissibilité visée à l'alinéa d) de la définition de *période d'admissibilité*, un pourcentage déterminé par règlement relativement à l'entité déterminée. (*pourcentage de base*)

(5) La définition de *période de référence actuelle*, au paragraphe 125.7(1) de la même loi, est modifiée par adjonction, après l'alinéa c.6), de ce qui suit :

c.7) pour la période d'admissibilité visée à l'alinéa c.7) de la définition de *période d'admissibilité*, du mois de décembre 2020;

(6) L'alinéa a) de la définition de *période de référence antérieure*, au paragraphe 125.7(1) de la même loi, est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (ix), de ce qui suit :

(x) pour la période d'admissibilité visée à l'alinéa c.7) de la définition de *période d'admissibilité*, du mois de décembre 2019;

(7) Paragraph (a) of the definition *qualifying entity* in subsection 125.7(1) of the Act is replaced by the following:

(a) it files an application with the Minister in respect of the qualifying period in prescribed form and manner on or before the later of

- (i)** January 31, 2021, and
- (ii)** 180 days after the end of the qualifying period;

(8) The definition *qualifying period* in subsection 125.7(1) of the Act is amended by striking out “or” at the end of paragraph (c.6) and by replacing paragraph (d) with the following:

(c.7) the period that begins on November 22, 2020 and ends on December 19, 2020; or

(d) a prescribed period that ends no later than June 30, 2021. (*période d'admissibilité*)

(9) Paragraph (b) of the definition *specified percentage* in subsection 125.7(1) of the Act is replaced by the following:

(b) for the qualifying period referred to in any of paragraphs (b) to (c.1) of the definition *qualifying period*, 70%; and

(10) The portion of the definition *top-up percentage* in subsection 125.7(1) of the Act before the formula is replaced by the following:

top-up percentage, of an eligible entity for a qualifying period, means the percentage determined by regulation for the qualifying period or, if there is no percentage determined by regulation for the qualifying period, the lesser of 25% and the percentage determined by the formula

(11) Subsection 125.7(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

public health restriction, in respect of a qualifying property of an eligible entity for a qualifying period, means an order or decision in respect of which the following conditions are met:

(a) it is made under a law of Canada or a province, or the authority granted under such a law;

(7) L'alinéa a) de la définition de *entité admissible*, au paragraphe 125.7(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

a) elle fait une demande relativement à la période d'admissibilité auprès du ministre selon le formulaire prescrit et les modalités prescrites au plus tard :

- (i)** le 31 janvier 2021,
- (ii)** cent quatre-vingt jours après la fin de la période d'admissibilité;

(8) L'alinéa d) de la définition de *période d'admissibilité*, au paragraphe 125.7(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

c.7) la période du 22 novembre au 19 décembre 2020;

d) une période visée par règlement qui prend fin au plus tard le 30 juin 2021. (*qualifying period*)

(9) L'alinéa b) de la définition de *pourcentage déterminé*, au paragraphe 125.7(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

b) pour les périodes d'admissibilité visées aux alinéas b) à c.1) de la définition de *période d'admissibilité*, 70 %;

(10) Le passage de la définition de *pourcentage compensatoire* précédant la formule, au paragraphe 125.7(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

pourcentage compensatoire Relativement à une entité déterminée pour une période d'admissibilité, correspond au pourcentage prescrit par règlement pour la période d'admissibilité ou, si un tel pourcentage n'est pas prescrit pour la période d'admissibilité, au moins élevé de 25 % et du résultat de la formule suivante :

(11) Le paragraphe 125.7(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

restrictions sanitaires S'entend relativement d'un bien admissible d'une entité déterminée pour une période d'admissibilité, d'un décret ou d'une décision qui remplit les conditions suivantes :

a) il est pris en vertu d'une loi du Canada ou d'une province, ou conformément au pouvoir conféré par une telle loi;

(b) it is made in response to the coronavirus disease 2019 (COVID-19) pandemic;

(c) it is limited in scope based on one or more factors, such as

(i) defined geographical boundaries,

(ii) type of business or other activity, or

(iii) risks associated with a particular location;

(d) non-compliance with the order or decision is a federal or provincial offence or can result in the imposition of an administrative monetary penalty or other sanction by the Government of Canada or a province;

(e) it does not result from a violation by the eligible entity of an order or decision that meets the conditions in paragraphs (a) to (d);

(f) as a result of the order or decision, some or all of the activities of the eligible entity at, or in connection with, the qualifying property (that it is reasonable to expect the eligible entity would, absent the order or decision, otherwise have engaged in) are required to cease (referred to in this definition as the “restricted activities”) based, for greater certainty, on the type of activity rather than the extent to which an activity may be performed or limits placed on the time during which an activity may be performed;

(g) it is reasonable to conclude that at least approximately 25% of the qualifying revenues of the eligible entity for the prior reference period that were earned from, or in connection with, the qualifying property were derived from the restricted activities; and

(h) the restricted activities are required to cease for a period of at least one week. (*restrictions sanitaires*)

qualifying property, of an eligible entity for a qualifying period, means real or immovable property (other than property that is a self-contained domestic establishment used by the eligible entity or by a person not dealing at arm's length with the eligible entity, or part of such a self-contained domestic establishment, the land subjacent to the self-contained domestic establishment and such portion of any immediately contiguous land as can reasonably be regarded as contributing to the use and enjoyment of the self-contained domestic establishment as a residence) in Canada used by the eligible entity in the course of its ordinary activities. (*bien admissible*)

b) il est pris en réponse à la pandémie causée par la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19);

c) sa portée est limitée en fonction d'un ou plusieurs facteurs, tels que :

(i) des limites géographiques définies,

(ii) le type d'entreprise ou une autre activité,

(iii) les risques associés à un emplacement particulier;

d) le non-respect du décret ou de la décision est une offense fédérale ou provinciale ou peut résulter en l'infliction d'une sanction administrative pécuniaire ou d'une autre sanction par le gouvernement du Canada ou par une province;

e) il ne résulte pas d'une violation par l'entité déterminée d'un décret ou d'une décision qui remplit les conditions énoncées aux alinéas a) à d);

f) suite au décret ou à la décision, certaines ou toutes les activités de l'entité déterminée prenant place au bien admissible, ou afférentes au bien admissible, doivent cesser (dans la mesure où il est raisonnable de s'attendre à ce que l'entité déterminée ait, n'eût été le décret ou la décision, continué ces activités), étant entendu que le type d'activité est déterminant plutôt que la mesure dans laquelle une activité peut être exercée ou que des limites temporelles sur celle-ci sont imposées;

g) il est raisonnable de conclure qu'approximativement au moins 25 % du revenu admissible de l'entité déterminée pour la période de référence antérieure provenant du bien admissible ou en découlant était lié aux activités qui ont cessé, lesquelles sont visées à l'alinéa f);

h) l'ordonnance de cessation visée à l'alinéa f) couvre une période d'au moins une semaine. (*public health restriction*)

bien admissible Relativement à une entité déterminée pour une période d'admissibilité, est un bien immeuble ou réel (à l'exclusion d'un bien qui est un établissement domestique autonome utilisé par l'entité déterminée ou par une personne ayant un lien de dépendance avec l'entité déterminée, ou la partie d'un tel établissement, le fonds de terre sous-jacent à l'établissement domestique autonome ainsi que la partie du fonds de terre adjacent qu'il est raisonnable de considérer comme facilitant l'usage de celui-ci comme résidence) au Canada utilisé par l'entité dans le cours de ses activités normales. (*qualifying property*)

qualifying rent expense, in respect of a qualifying property for an eligible entity for a qualifying period, means the amount determined by the formula

A – B

where

A is the lesser of \$75,000 and the total of all amounts paid — under a written agreement entered into before October 9, 2020, or pursuant to the renewal (on substantially similar terms) or assignment of a written agreement entered into before October 9, 2020 — in respect of the qualifying period by the eligible entity to a party with which the eligible entity deals at arm's length, each of which is

(a) rent for the use of, or right to use, the qualifying property,

(i) including

(A) gross rent,

(B) rent based on a percentage of sales, profit or a similar criterion,

(C) amounts required to be paid under a net lease by the eligible entity either to the lessor or a third party, as

(I) base rent,

(II) regular instalments of operating expenses, such as insurance, utilities and common area maintenance expenses, customarily charged to the lessee under a net lease,

(III) property and similar taxes, including school and municipal taxes, and

(IV) regular instalments of other amounts payable to the lessor for services ancillary to the rental of real or immovable properties and customarily supplied or rendered in connection with the rental of real or immovable properties, and

(D) amounts received by the lessor under the Canada Emergency Commercial Rent Assistance program that were applied against rent payable in respect of the qualifying period, if those amounts would otherwise be required to be refunded to the eligible entity, and

(ii) excluding

(A) sales taxes,

(B) amounts paid as, on account of, in lieu of payment of or in satisfaction of, damages,

dépenses de loyer admissibles Relativement à un bien admissible d'une entité déterminée pour une période d'admissibilité, correspond au résultat de la formule suivante :

A – B

où :

A représente le moins élevé de 75 000 \$ et du total des sommes payées en vertu d'une entente écrite conclue avant le 9 octobre 2020, ou suite au renouvellement (à des conditions sensiblement similaires) ou à la cession d'une entente écrite conclue avant le 9 octobre 2020, par l'entité déterminée à une partie avec laquelle elle n'a aucun lien de dépendance, représentant chacune, à l'égard de la période d'admissibilité, selon le cas :

a) un loyer pour l'usage, ou pour le droit d'usage, du bien admissible :

(i) y compris :

(A) le loyer brut,

(B) le loyer basé sur un pourcentage de vente, de profit ou d'un critère semblable,

(C) les montants à payer en vertu d'un bail à loyer net par l'entité déterminée au bailleur ou à un tiers, à titre de :

(I) loyer minimum,

(II) versements réguliers des frais de fonctionnement, comme les frais d'assurance, de services publics et d'entretien des aires communes, habituellement facturés au preneur en vertu d'un bail à loyer net,

(III) impôts fonciers et taxes similaires, y compris les taxes scolaires et municipales,

(IV) versements réguliers d'autres montants à payer au bailleur pour les services accessoires à la location de biens immeubles ou réels, qui sont habituellement fournis ou rendus dans le cadre de la location de tels biens,

(D) les sommes que le bailleur a reçues dans le cadre du programme d'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial qui ont été appliquées au loyer à payer relativement à la période d'admissibilité, si ces sommes étaient autrement tenues d'être remboursées à l'entité déterminée,

(ii) mais excluant :

(A) les taxes de vente,

- (C)** amounts paid under a guarantee, security or similar indemnity or covenant,
- (D)** payments arising due to default under the agreement by the eligible entity,
- (E)** interest and penalties on unpaid amounts,
- (F)** fees payable for discrete items or special services, and
- (G)** reconciliation adjustment payments, and
- (b)** in the case of qualifying property owned by the eligible entity that is not used by the eligible entity primarily to earn rental income or, where the qualifying property is used primarily by the eligible entity to earn rental income directly or indirectly from a person or partnership not dealing at arm's length with the eligible entity, that is not used by that person or partnership primarily to earn rental income,
- (i)** if there is a debt obligation secured by a mortgage or hypothec on the qualifying property, interest on the debt obligation to the extent that the amount of the debt obligation does not exceed the lesser of
- (A)** the lowest total principal amount secured by one or more mortgages or hypotheces (provided the mortgage or hypothec has an amortization period) on the qualifying property at any time after it was acquired by the eligible entity (excluding any temporary period in the course of a refinancing transaction between the time when an existing mortgage is discharged and a new mortgage is registered), and
- (B)** the cost amount of the qualifying property,
- (ii)** amounts paid for insurance on the qualifying property, and
- (iii)** property and similar taxes on the qualifying property, including school and municipal taxes; and
- B** is the total of all amounts, each of which is received or receivable by the eligible entity in respect of the qualifying period, either directly or indirectly, from a party with which the entity deals at arm's length and is described in paragraph (a) of the description of A. (*dépenses de loyer admissibles*)
- qualifying renter**, for a qualifying period, means an eligible entity that meets the following conditions:
- (B)** les sommes versées au titre de, ou en règlement total des, dommages,
- (C)** les sommes versées au titre d'une garantie, d'une indemnité ou d'un engagement semblable,
- (D)** les sommes découlant d'un défaut en vertu de l'entente par l'entité déterminée,
- (E)** les intérêts et pénalités sur les sommes impayées,
- (F)** les frais à payer pour les éléments distincts ou les services spéciaux,
- (G)** les paiements de rajustement sur rapprochement;
- b)** dans le cas d'un bien admissible dont l'entité déterminée est propriétaire qui n'est pas utilisé par celle-ci principalement pour gagner un revenu de location ou, lorsque le bien admissible est utilisé principalement par l'entité déterminée pour gagner un revenu de location directement ou indirectement d'une personne ou d'une société de personnes ayant un lien de dépendance avec elle, qui n'est pas utilisé par cette personne ou cette société de personnes principalement pour gagner un revenu de location :
- (i)** s'il y a un titre de créance garanti par une hypothèque sur le bien admissible, l'intérêt sur le titre dans la mesure où la créance ne dépasse pas la moindre des sommes suivantes :
- (A)** le capital total le plus bas garanti par une ou plusieurs hypothèques (pourvu que l'hypothèque ait une période d'amortissement) sur le bien admissible à tout moment après son acquisition par l'entité déterminée, à l'exclusion de toute période temporaire s'étalant entre le moment de la mainlevée d'une hypothèque existante et l'inscription d'une nouvelle hypothèque lors d'une opération de refinancement),
- (B)** le coût indiqué du bien admissible,
- (iii)** les montants payés à titre d'assurance sur le bien admissible,
- (iii)** les impôts fonciers et les taxes similaires sur le bien admissible, y compris les taxes scolaires et municipales;
- B** le total des sommes représentant chacune un montant reçu ou à recevoir par l'entité déterminée à l'égard de la période d'admissibilité, directement ou indirectement, d'une partie avec laquelle l'entité n'a aucun lien de dépendance et qui est visé à l'alinéa a) de l'élément A. (*qualifying rent expense*)

(a) it files an application with the Minister in respect of the qualifying period in prescribed form and manner no later than 180 days after the end of the qualifying period;

(b) the individual who has principal responsibility for the financial activities of the eligible entity attests that the application is complete and accurate in all material respects; and

(c) it meets any of the following conditions:

(i) it meets the condition in paragraph (d) of the definition *qualifying entity*,

(ii) it had a business number on September 27, 2020 and provides records and other information satisfactory to the Minister in support of its application, or

(iii) it meets prescribed conditions. (*locataire admissible*)

rent subsidy percentage, of an eligible entity for a qualifying period, means

(a) if the qualifying period is described in any of paragraphs (c.5) to (c.7) of the definition *qualifying period*,

(i) if the eligible entity's revenue reduction percentage is greater than or equal to 70%, 65%,

(ii) if the eligible entity's revenue reduction percentage is greater than or equal to 50%, but less than 70%, the percentage determined by the formula

$$40\% + (A - 50\%) \times 1.25$$

where

A is the eligible entity's revenue reduction percentage, and

(iii) if the eligible entity's revenue reduction percentage is less than 50%, the percentage determined by the formula

$$0.8 \times B$$

where

B is the eligible entity's revenue reduction percentage; and

(b) for a qualifying period referred to in paragraph (d) of the definition *qualifying period*, a percentage determined by regulation in respect of the qualifying period. (*pourcentage de subvention pour le loyer*)

locataire admissible Relativement à une période d'admissibilité, correspond à une entité déterminée qui remplit les conditions suivantes :

a) elle fait une demande relativement à la période d'admissibilité auprès du ministre selon le formulaire prescrit et les modalités prescrites au plus tard cent quatre-vingt jours après la fin de la période d'admissibilité;

b) le particulier ayant la responsabilité principale des activités financières de l'entité atteste que la demande est complète et exacte quant à tous les éléments importants;

c) l'une ou l'autre des conditions ci-après est remplie :

(i) elle remplit la condition énoncée à l'alinéa d) de la définition de *entité admissible*,

(ii) elle avait un numéro d'entreprise le 27 septembre 2020 et fournit des registres et autres renseignements satisfaisants au ministre à l'appui de sa demande,

(iii) elle remplit toute autre condition réglementaire. (*qualifying renter*)

pourcentage de subvention pour le loyer Relativement à une entité déterminée pour une période d'admissibilité, correspond :

a) si la période d'admissibilité est visée à l'un des alinéas c.5) à c.7) de la définition de *période d'admissibilité*:

(i) si le pourcentage de baisse de revenu de l'entité est supérieur ou égal à 70 %, à 65 %,

(ii) si le pourcentage de baisse de revenu de l'entité est supérieur ou égal à 50 %, mais inférieur à 70 %, au pourcentage obtenu par la formule suivante :

$$40\% + (A - 50\%) \times 1.25$$

où :

A représente le pourcentage de baisse de revenu de l'entité,

(iii) si le pourcentage de baisse de revenu de l'entité est inférieur à 50 %, le pourcentage obtenu par la formule suivante :

$$0.8 \times B$$

où :

B représente le pourcentage de baisse de revenu de l'entité;

rent top-up percentage, of an eligible entity in respect of a qualifying property for a qualifying period, means the percentage determined by the formula

$$A \times B \div C$$

where

- A is 25% or a prescribed percentage,
- B is the number of days in the qualifying period throughout which the qualifying property is subject to a public health restriction, and
- C is the number of days in the qualifying period. (*pourcentage compensatoire pour le loyer*)

(12) Section 125.7 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

COVID-19 — rent subsidy

(2.1) For a qualifying renter for a qualifying period referred to in any of paragraphs (c.5) to (d) of the definition *qualifying period* in subsection (1), an overpayment on account of the qualifying renter's liability under this Part for the taxation year in which the qualifying period ends is deemed to have arisen during the qualifying period in an amount determined by the formula

$$A + B$$

where

- A is the amount determined by the formula

$$C \times D$$

where

- C is the qualifying renter's rent subsidy percentage for the qualifying period, and
- D is the lesser of

(a) the total of all amounts, each of which is the qualifying renter's qualifying rent expense for a qualifying property for the qualifying period, and

(b) the amount determined by the formula

$$\$300,000 \times E$$

where

- E is

b) pour une période d'admissibilité visée à l'alinéa d) de la définition de *période d'admissibilité*, au pourcentage déterminé par règlement relativement à la période d'admissibilité. (*rent subsidy percentage*)

pourcentage compensatoire pour le loyer Relativement à une entité déterminée à l'égard d'un bien admissible pour une période d'admissibilité, correspond au pourcentage obtenu par la formule suivante :

$$A \times B \div C$$

où :

- A représente 25 % ou un pourcentage visé par règlement,
- B le nombre de jours dans la période d'admissibilité au cours desquels le bien admissible est assujetti à des restrictions sanitaires,
- C le nombre de jours dans la période d'admissibilité. (*rent top-up percentage*)

(12) L'article 125.7 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

COVID-19 — subvention pour le loyer

(2.1) À l'égard d'un locataire admissible pour une période d'admissibilité visée à l'un des alinéas c.5) à d) de la définition de *période d'admissibilité* au paragraphe (1), un paiement en trop au titre des sommes dont il est redévable en vertu de la présente partie, pour l'année d'imposition au cours de laquelle la période d'admissibilité se termine, est réputé se produire au cours de cette période et être égal au montant déterminé par la formule suivante :

$$A + B$$

où :

- A représente le montant déterminé par la formule suivante :

$$C \times D$$

où :

- C représente le pourcentage de subvention pour le loyer du locataire admissible pour la période d'admissibilité,

D le moins élevé des montants suivants :

a) le total des sommes représentant chacune un montant de dépenses de loyer admissibles d'un locataire admissible pour un bien admissible au cours de la période d'admissibilité,

b) le montant déterminé par la formule suivante :

- (i) 100%, unless the qualifying renter is affiliated at any time in the qualifying period with one or more eligible entities that claims an amount under this subsection in respect of the qualifying period,
- (ii) a percentage assigned to the qualifying renter under an agreement, if
- (A) the agreement is entered into by the qualifying renter and each eligible entity that
 - (I) is affiliated with the qualifying renter in the qualifying period, and
 - (II) claims an amount under this subsection in respect of the qualifying period,
 - (B) the agreement is filed in prescribed form and manner with the Minister in respect of the qualifying period by the qualifying renter and each eligible entity referred to in clause (A) with their application for the qualifying period,
 - (C) the agreement assigns, for the purposes of this subsection, a percentage in respect of each eligible entity referred to in clause (B) for the qualifying period, and
 - (D) the total of all the percentages assigned under the agreement does not exceed 100%, and
- (iii) in any other case, nil; and
- B is the total of all amounts, each of which is an amount in respect of a qualifying property for the qualifying period, determined by the formula
- F × G**
- where
- F is
- (i) nil, unless the rent subsidy percentage of the qualifying renter for the qualifying period is greater than 0%, and
 - (ii) in any other case, the rent top-up percentage of the qualifying renter in respect of the qualifying property for the qualifying period, and
- G is the qualifying rent expense of the qualifying renter in respect of the qualifying property for the qualifying period.

300 000 \$ × E

où :

E représente, selon le cas :

(i) 100 %, à moins que le locataire admissible ne soit affilié au cours de la période d'admissibilité à une ou plusieurs entités déterminées qui réclament une somme en vertu du présent paragraphe relativement à la période d'admissibilité,

(ii) un pourcentage attribué au locataire admissible en vertu d'une convention, si, à la fois :

(A) cette dernière est conclue par le locataire admissible et chacune des entités déterminées qui, à la fois :

(I) est affiliée au locataire admissible lors de la période d'admissibilité,

(II) réclame une somme en vertu du présent paragraphe relativement à la période d'admissibilité,

(B) elle est présentée auprès du ministre selon la forme et les modalités prescrites relativement à la période d'admissibilité par le locataire admissible et chacune des entités déterminées visées à la division (A) avec leur demande pour la période d'admissibilité,

(C) elle attribue, pour les fins du présent paragraphe, un pourcentage relativement à chacune des entités déterminées visées à la division (B) pour la période d'admissibilité,

(D) les pourcentages totaux attribués en vertu de la convention n'excèdent pas 100 %,

(iii) zéro, dans les autres cas,

B le total des sommes représentant chacune un montant pour un bien admissible pour la période d'admissibilité déterminé par la formule suivante :

F × G

où :

F représente, selon le cas :

(i) zéro, à moins que le pourcentage de subvention pour le loyer du locataire admissible pour la période d'admissibilité ne soit supérieur à zéro,

(ii) dans les autres cas, le pourcentage compensatoire pour le loyer du locataire

(13) Subsection 125.7(3) of the Act is replaced by the following:

When assistance received

(3) For the purposes of this Act other than this section, and for greater certainty, an amount that a qualifying entity or qualifying renter is deemed under subsection (2) or (2.1) to have overpaid is assistance received by it from a government immediately before the end of the qualifying period to which it relates.

(14) Paragraph 125.7(4)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) if all of the interests in an eligible entity are owned by participants in a joint venture and all or substantially all of the qualifying revenue of the eligible entity for a qualifying period is in respect of the joint venture, then the eligible entity may use the qualifying revenues of the joint venture (determined as if the joint venture were an eligible entity) as its qualifying revenues for the qualifying period for the purposes of this section;

(15) The portion of paragraph 125.7(4)(d) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(d) if all or substantially all of an eligible entity's qualifying revenue — determined without reference to paragraph (d) of the definition *qualifying revenue* in subsection (1) — for a qualifying period is from one or more particular persons or partnerships with which it does not deal at arm's length and each particular person or partnership jointly elects with the eligible entity, for the purposes of this section

(16) Paragraph 125.7(4.1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) immediately prior to the acquisition, the fair market value of the acquired assets constituted

(i) all or substantially all of the fair market value of the property of the seller used in the course of carrying on business, or

admissible relativement au bien admissible pour la période d'admissibilité,

G les dépenses de loyer admissibles du locataire admissible relativement au bien admissible pour la période d'admissibilité.

(13) Le paragraphe 125.7(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Moment de réception d'un montant d'aide

(3) Pour l'application de la présente loi, à l'exception du présent article, il est entendu qu'un montant qu'une entité admissible ou qu'un locataire admissible est réputé, en vertu des paragraphes (2) ou (2.1), avoir payé en trop est à titre d'aide qu'il a reçue d'un gouvernement immédiatement avant la fin de la période d'admissibilité à laquelle le montant se rapporte.

(14) L'alinéa 125.7(4)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) si les participants d'une coentreprise sont propriétaires de toutes les parts d'une entité déterminée et que la totalité ou presque du revenu admissible de l'entité pour une période d'admissibilité se rapporte à la coentreprise, l'entité peut utiliser le revenu admissible de la coentreprise (établissement comme si la coentreprise était une entité déterminée) au lieu de son revenu admissible pour la période d'admissibilité pour l'application du présent article;

(15) Le passage de l'alinéa 125.7(4)d) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

d) si la totalité ou presque du revenu admissible d'une entité déterminée relativement à une période d'admissibilité — établi compte non tenu de l'alinéa d) de la définition de *revenu admissible* au paragraphe (1) — provient d'une ou de plusieurs personnes ou sociétés de personnes données avec qui elle a un lien de dépendance et si chacune de ces dernières fait un choix conjoint à cet effet avec l'entité déterminée, pour l'application du présent article, les règles ci-après s'appliquent :

(16) L'alinéa 125.7(4.1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) immédiatement avant l'acquisition, la juste valeur marchande des actifs acquis constituait :

(i) soit la totalité, ou presque, de la juste valeur marchande des biens du vendeur utilisés dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise,

(ii) if the seller and the eligible entity deal with each other at arm's length, all or substantially all of the property of the seller that can reasonably be regarded as being necessary for the eligible entity to be capable of carrying on a business of the seller, or part of a business of the seller, as a business;

(17) Subsection 125.7(4.2) of the Act is amended by striking out “and” at the end of paragraph (c), by adding “and” at the end of paragraph (d) and by adding the following after paragraph (d):

(e) for the purposes of subparagraph (b)(i) of the definition *prior reference period* in subsection (1) and the description of C in subparagraph (c)(ii) of the definition *qualifying entity* in subsection (1), the eligible entity is deemed to have commenced carrying on the business in which the acquired assets are used at the earlier of

- (i) the date on which the eligible entity commenced carrying on that business, and
- (ii) the date on which the seller commenced carrying on the business in which the acquired assets were used.

(18) Paragraph 125.7(5)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the amount of any deemed overpayment by an eligible entity under subsection (2) or (2.1) in respect of a qualifying period cannot exceed the amount claimed by the eligible entity — in the application referred to in paragraph (a) of the definition *qualifying entity* in subsection (1) or paragraph (a) of the definition *qualifying renter* in subsection (1) — in respect of that qualifying period; and

(19) Subsection 125.7(6) of the Act is replaced by the following:

Anti-avoidance – qualifying revenues

(6) Notwithstanding any other provision in this section, the qualifying revenue of an eligible entity for a current reference period for a qualifying period is deemed to be equal to the qualifying revenue of the eligible entity for the relevant prior reference period, if

(a) the eligible entity, or a person or partnership not dealing at arm's length with the eligible entity, enters into a transaction or participates in an event (or a series of transactions or events) or takes an action (or fails to take an action) — other than, for greater

(ii) soit, si le vendeur et l'entité déterminée n'ont pas de lien de dépendance, la totalité ou presque des actifs du vendeur qui peut raisonnablement être considérée comme nécessaire pour que l'entité déterminée soit en mesure d'exploiter l'entreprise du vendeur, ou une partie de l'entreprise du vendeur, à titre d'entreprise;

(17) Le paragraphe 125.7(4.2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

e) pour l'application du sous-alinéa b)(i) de la définition de *période de référence antérieure* au paragraphe (1) et pour l'application de l'élément C du sous-alinéa c)(ii) de la définition de *entité admissible* au paragraphe (1), l'entité déterminée est réputée avoir commencé à exploiter l'entreprise dans laquelle les actifs acquis sont utilisés, au premier en date des jours suivants :

- (i) le jour où l'entité déterminée a commencé l'exploitation de l'entreprise,
- (ii) le jour où le vendeur a commencé l'exploitation de l'entreprise dans laquelle les actifs acquis sont utilisés.

(18) L'alinéa 125.7(5)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) le montant d'un paiement en trop déterminé en vertu des paragraphes (2) ou (2.1) pour une période d'admissibilité d'une entité déterminée ne peut excéder le montant réclamé par l'entité dans la demande prévue à l'alinéa a) de la définition de *entité admissible* au paragraphe (1) ou à l'alinéa a) de la définition de *locataire admissible* au paragraphe (1), relativement à cette période;

(19) Le paragraphe 125.7(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Anti-évitement – revenu admissible

(6) Malgré les autres dispositions du présent article, le revenu admissible d'une entité déterminée pour une période de référence actuelle relativement à une période d'admissibilité est réputé être égal au revenu admissible de l'entité pour la période de référence antérieure en cause si les énoncés ci-après s'appliquent :

a) l'entité, ou une personne ou une société de personnes ayant un lien de dépendance avec elle, prend part à une opération ou à un événement (ou à une série d'opérations ou d'événements) ou prend des

certainty, a decision under subparagraph (a)(ii) or (b)(ii) of the definition *qualifying revenue* in subsection (1) or the decision to use one of the methods of computing qualifying revenues under subsection (4) — that has the effect of

- (i) reducing the qualifying revenues (determined without reference to this subsection) of the eligible entity for the current reference period, or
 - (ii) increasing the qualifying rent expenses of the eligible entity for the qualifying period; and
- (b) it is reasonable to conclude that one of the main purposes of the transaction, event, series or action in paragraph (a) is to

- (i) cause an eligible entity to qualify for the deemed overpayment under subsection (2) in respect of that qualifying period,
- (ii) in respect of qualifying periods described in any of paragraphs (c.2) to (d) of the definition *qualifying period* in subsection (1), increase the amount of a deemed overpayment under subsection (2), or
- (iii) increase the amount of a deemed overpayment under subsection (2.1).

(20) Paragraphs 125.7(7)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

- (a) for the purposes of subsections (2) and (2.1) and subsections 152(3.4) and 160.1(1), to be a taxpayer; and
- (b) for the purposes of subsections (2) and (2.1), to have a liability under this Part for a taxation year in which a qualifying period ends.

(21) Subsection 125.7(8) of the Act is replaced by the following:

Prescribed amounts

(8) The following may be prescribed for the purposes of:

- (a) the definition *base percentage* in subsection (1),
 - (i) the percentages in subparagraphs (a)(i), (b)(i), (c)(i), (d)(i), (e)(i) and (f)(i), and

mesures (ou omet de prendre des mesures) — sauf, étant entendu, une décision prise en vertu des sous-alinéas a)(ii) ou b)(ii) de la définition de *revenu admissible* au paragraphe (1) ou celle d'utiliser une des méthodes pour déterminer le revenu admissible en vertu du paragraphe (4) — ayant pour effet de :

- (i) soit réduire le revenu admissible (cette réduction étant déterminée compte non tenu du présent paragraphe) de l'entité pour la période de référence actuelle,
 - (ii) soit augmenter les dépenses de loyer admissibles de l'entité déterminée pour la période d'admissibilité;
- b) il est raisonnable de conclure que l'un des objets principaux de l'opération, de l'événement, de la série de transactions ou d'événements ou de la mesure dont il est fait mention à l'alinéa a) est, selon le cas :
- (i) de faire en sorte qu'une entité déterminée devienne admissible au paiement en trop en vertu du paragraphe (2) relativement à la période d'admissibilité,
 - (ii) d'augmenter le montant d'un paiement en trop en vertu du paragraphe (2) relativement aux périodes d'admissibilité visées à l'un des alinéas c.2) à d) de la définition de *période d'admissibilité* au paragraphe (1),
 - (iii) d'augmenter le montant d'un paiement en trop en vertu du paragraphe (2.1).

(20) Les alinéas 125.7(7)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- a) un contribuable pour l'application des paragraphes (2) et (2.1) et des paragraphes 152(3.4) et 160.1(1);
- b) redevable de sommes en vertu de la présente partie pour l'application des paragraphes (2) et (2.1) relativement à une année d'imposition au cours de laquelle la période d'admissibilité se termine.

(21) Le paragraphe 125.7(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Montants visés par règlement

(8) Peuvent être visés par règlement :

- a) pour l'application de la définition de *pourcentage de base* au paragraphe (1) :
 - (i) les pourcentages prévus aux sous-alinéas a)(i), b)(i), c)(i), d)(i), e)(i) et f)(i),

- (ii) the factors in subparagraphs (a)(ii), (b)(ii), (c)(ii), (d)(ii), (e)(ii) and (f)(ii);
- (b) the definition *rent subsidy percentage* in subsection (1), the factors and percentages in paragraph (a) of that definition; and
- (c) the definition *qualifying rent expense* in subsection (1), specific, or classes of, expenses that are included or excluded as qualifying rent expenses under paragraph (a) or (b) of that definition.

(22) Section 125.7 of the Act is amended by adding the following after subsection (9):

Amending or revoking elections

(10) An eligible entity may amend or revoke an election made under this section on or before the date that the application is due for the first qualifying period in respect of which the election is made.

Affiliated entities

(11) For the purposes of the description of E in subsection (2.1), if two eligible entities are affiliated with the same eligible entity, they are deemed to be affiliated with each other.

(23) Subsections (1) to (10) and (14) to (17) are deemed to have come into force on April 11, 2020; however, the definition *eligible employee* in subsection 125.7(1) of the *Income Tax Act*, as amended by subsection (1), is to be read as follows in respect of applications made before the day on which this Act receives royal assent:

eligible employee, of an eligible entity in respect of a week in a qualifying period, means an individual employed in Canada by the eligible entity in the qualifying period, other than, if the qualifying period is described in any of paragraphs (a) to (c.1) of the definition *qualifying period*, an individual who is without remuneration by the eligible entity in respect of 14 or more consecutive days in the qualifying period. (*employé admissible*)

(24) Subsections (11) to (13) and (18) to (22) are deemed to have come into force on September 27, 2020.

3 (1) Paragraph 152(1)(b) of the Act is replaced by the following:

- (ii) les facteurs prévus aux sous-alinéas a)(ii), b)(ii), c)(ii), d)(ii), e)(ii) et f)(ii);

b) pour l'application de la définition de *pourcentage de subvention pour le loyer* au paragraphe (1), les facteurs et pourcentages prévus à l'alinéa a) de cette définition;

c) pour l'application de la définition de *dépenses de loyer admissibles* au paragraphe (1), des dépenses nommées, ou par catégories, incluses ou exclues des dépenses de loyer admissibles aux alinéas a) ou b) de cette définition.

(22) L'article 125.7 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (9), de ce qui suit :

Modification ou révocation d'un choix

(10) Une entité déterminée peut modifier ou révoquer un choix fait en application du présent article au plus tard à la date à laquelle la première demande pour une période d'admissibilité pour laquelle le choix est exercé est due.

Entités affiliées

(11) Pour l'application de l'élément E au paragraphe (2.1), si deux entités déterminées sont affiliées à la même entité déterminée, elles sont réputées être affiliées l'une à l'autre.

(23) Les paragraphes (1) à (10) et (14) à (17) sont réputés être entrés en vigueur le 11 avril 2020. Toutefois, la définition de *employé admissible* au paragraphe 125.7(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, édictée par le paragraphe (1), est réputée, relativement aux demandes présentées avant la sanction royale de la présente loi, avoir le libellé suivant :

employé admissible Particulier qui est à l'emploi au Canada d'une entité déterminée relativement à une semaine au cours d'une période d'admissibilité, à l'exception, si la période d'admissibilité est visée à l'un des alinéas a) à c.1) de la définition de période d'admissibilité, d'un particulier qui est sans rémunération de l'entité déterminée pour au moins quatorze jours consécutifs durant cette période d'admissibilité. (*eligible employee*)

(24) Les paragraphes (11) à (13) et (18) à (22) sont réputés être entrés en vigueur le 27 septembre 2020.

3 (1) L'alinéa 152(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) the amount of tax, if any, deemed by subsection 120(2) or (2.2), 122.5(3) or (3.001), 122.51(2), 122.7(2) or (3), 122.8(4), 122.9(2), 122.91(1), 125.4(3), 125.5(3), 125.6(2), 125.7(2) or (2.1), 127.1(1), 127.41(3) or 210.2(3) or (4) to be paid on account of the taxpayer's tax payable under this Part for the year.

(2) Subsection 152(3.4) of the Act is replaced by the following:

COVID-19 — notice of determination

(3.4) The Minister may at any time determine the amount deemed by subsection 125.7(2) or (2.1) to be an overpayment on account of a taxpayer's liability under this Part that arose during a *qualifying period* (as defined in subsection 125.7(1)), or determine that there is no such amount, and send a notice of the determination to the taxpayer.

4 (1) Subparagraph 163(2)(i)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) the amount that would be deemed by subsection 125.7(2) or (2.1) to have been an overpayment by the person or partnership if that amount were calculated by reference to the information provided in the application filed pursuant to paragraph (a) of the definition *qualifying entity* in subsection 125.7(1) or paragraph (a) of the definition *qualifying renter* in subsection 125.7(1), as the case may be

(2) Subsection 163(2.901) of the Act is replaced by the following:

Penalty — COVID-19

(2.901) Every eligible entity that is deemed by subsection 125.7(6) to have an amount of qualifying revenue — for a current reference period for a qualifying period — is liable to a penalty equal to 25% of the amount that would be deemed by subsection 125.7(2) or (2.1) to have been an overpayment by the eligible entity during that qualifying period if that amount were calculated by reference to the information provided in the application filed pursuant to paragraph (a) of the definition *qualifying entity* in subsection 125.7(1) or paragraph (a) of the definition *qualifying renter* in subsection 125.7(1), as the case may be.

5 Subsection 164(1.6) of the Act is replaced by the following:

b) le montant d'impôt qui est réputé, par les paragraphes 120(2) ou (2.2), 122.5(3) ou (3.001), 122.51(2), 122.7(2) ou (3), 122.8(4), 122.9(2), 122.91(1), 125.4(3), 125.5(3), 125.6(2), 125.7(2) ou (2.1), 127.1(1), 127.41(3) ou 210.2(3) ou (4), avoir été payé au titre de l'impôt payable par le contribuable en vertu de la présente partie pour l'année.

(2) Le paragraphe 152(3.4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

COVID-19 — avis de détermination

(3.4) Le ministre peut, à tout moment, déterminer le montant réputé par les paragraphes 125.7(2) ou (2.1) être un paiement en trop qui se produit au cours d'une *période d'admissibilité* (au sens du paragraphe 125.7(1)), au titre des sommes dont le contribuable est redevable en vertu de la présente partie, ou déterminer qu'aucun tel montant n'existe et envoyer un avis de détermination au contribuable.

4 (1) Le sous-alinéa 163(2)i)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) le montant qui serait réputé par les paragraphes 125.7(2) ou (2.1) être un paiement en trop pour la personne ou société de personnes s'il était calculé en fonction des renseignements indiqués dans la demande produite en vertu de l'alinéa a) de la définition de *entité admissible* au paragraphe 125.7(1) ou de l'alinéa a) de la définition de *locataire admissible* au paragraphe 125.7(1),

(2) Le paragraphe 163(2.901) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Pénalité — COVID-19

(2.901) Toute entité déterminée qui est réputée par le paragraphe 125.7(6) avoir un montant correspondant au revenu admissible — pour une période de référence actuelle d'une période d'admissibilité — est passible d'une pénalité de 25 % du montant qui serait réputé par les paragraphes 125.7(2) ou (2.1) être un paiement en trop de l'entité au cours de la période d'admissibilité s'il était calculé en fonction des renseignements indiqués dans la demande produite conformément à l'alinéa a) de la définition de *entité admissible* au paragraphe 125.7(1) ou à l'alinéa a) de la définition de *locataire admissible* au paragraphe 125.7(1).

5 Le paragraphe 164(1.6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

COVID-19 refunds

(1.6) Notwithstanding subsection (2.01), at any time after the beginning of a taxation year of a taxpayer in which an overpayment is deemed to have arisen under subsection 125.7(2) or (2.1), the Minister may refund to the taxpayer all or any part of the overpayment.

6 Paragraph 241(4)(d) of the Act is amended by adding the following after subparagraph (vii.9):

(vii.10) to an official of a department or agency of a provincial government solely for the purposes of the administration and enforcement, or evaluation or formulation of policy, of a program that provides financial assistance in respect of rent or interest payments in the context of the coronavirus disease 2019 (COVID-19) pandemic,

COVID-19 — remboursement

(1.6) Malgré le paragraphe (2.01), le ministre peut rembourser au contribuable, à tout moment après le début de l'année d'imposition de ce dernier, tout ou partie d'un paiement en trop en vertu des paragraphes 125.7(2) ou (2.1) réputé s'être produit au cours de l'année.

6 L'alinéa 241(4)d) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (vii.9), de ce qui suit :

(vii.10) à un fonctionnaire d'un ministère ou organisme provincial, mais uniquement en vue de l'application ou de l'exécution, ou de l'évaluation et de la formulation de politique, d'un programme prévoyant de l'aide financière pour le loyer ou les versements d'intérêts dans le contexte de la pandémie causée par la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19),

Second Session, Forty-third Parliament,
69 Elizabeth II, 2020

Deuxième session, quarante-troisième législature,
69 Elizabeth II, 2020

STATUTES OF CANADA 2020

CHAPTER 14

An Act for granting to Her Majesty certain
sums of money for the federal public
administration for the fiscal year ending
March 31, 2021

ASSENTED TO

DECEMBER 10, 2020

BILL C-17

LOIS DU CANADA (2020)

CHAPITRE 14

Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits
pour l'administration publique fédérale
pendant l'exercice se terminant le 31 mars
2021

SANCTIONNÉE

LE 10 DÉCEMBRE 2020

PROJET DE LOI C-17

SUMMARY

This enactment grants the sum of \$20,874,356,291 towards defraying charges and expenses of the federal public administration for the fiscal year ending March 31, 2021 that are not otherwise provided for.

SOMMAIRE

Le texte octroie une somme de 20 874 356 291 \$ pour le paiement des charges et dépenses de l'administration publique fédérale afférentes à l'exercice se terminant le 31 mars 2021 et auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs.

69 ELIZABETH II

CHAPTER 14

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the federal public administration for the fiscal year ending March 31, 2021

[*Assented to 10th December, 2020]*

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

Preamble

Whereas it appears by message from Her Excellency the Right Honourable Julie Payette, Governor General and Commander-in-Chief of Canada, and the Estimates accompanying that message, that the sums mentioned below are required to defray certain expenses of the federal public administration, not otherwise provided for, for the fiscal year ending March 31, 2021, and for other purposes connected with the federal public administration;

May it therefore please Your Majesty, that it may be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, that:

Short title

1 This Act may be cited as the *Appropriation Act No. 5, 2020–21*.

\$20,874,356,291 granted for 2020–21

2 There may be paid out of the Consolidated Revenue Fund a sum not exceeding in the aggregate \$20,874,356,291 towards defraying the various charges and expenses of the federal public administration for the fiscal year ending March 31, 2021, not otherwise provided for, which is the total of the amounts of the items set out in the Supplementary Estimates (B) for that fiscal year as set out in Schedules 1 and 2.

69 ELIZABETH II

CHAPITRE 14

Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2021

[*Sanctionnée le 10 décembre 2020]*

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Préambule

Attendu qu'il est nécessaire, comme l'indiquent le message de Son Excellence la très honorable Julie Payette, gouverneure générale et commandante en chef du Canada, et le budget des dépenses qui y est joint, d'allouer les crédits ci-après précisés pour couvrir certaines dépenses de l'administration publique fédérale faites au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2021 et auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs, ainsi qu'à d'autres fins liées à l'administration publique fédérale,

Il est respectueusement demandé à Votre Majesté de bien vouloir édicter, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, ce qui suit :

Titre abrégé

1 *Loi de crédits n° 5 pour 2020-2021.*

20 874 356 291 \$ accordés pour 2020-2021

2 Il peut être prélevé sur le Trésor une somme maximale de 20 874 356 291 \$ pour le paiement des charges et dépenses de l'administration publique fédérale afférentes à l'exercice se terminant le 31 mars 2021 et auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs, soit le total des montants des postes du budget supplémentaire des dépenses (B) de cet exercice, figurant aux annexes 1 et 2.

Transfers of appropriations

3 The transfers of appropriations set out in the Estimates referred to in section 2 are deemed to have been authorized on April 1, 2020.

Purpose of each item

4 (1) The amount authorized by this Act to be paid in respect of an item may be paid only for the purposes, and subject to any terms and conditions, specified in the item.

Effective date

(2) The provisions of each item set out in Schedules 1 and 2 are deemed to have effect as of April 1, 2020.

Adjustments in accounts of Canada — Schedule 1

5 An appropriation that is granted by this Act or any other Act and referred to in Schedule 1 may be charged after the end of the fiscal year for which the appropriation is granted at any time before the day on which the Public Accounts for that fiscal year are tabled in Parliament, for the purpose of making adjustments in the accounts of Canada for that fiscal year that do not require payments out of the Consolidated Revenue Fund.

Adjustments in accounts of Canada — Schedule 2

6 (1) An appropriation that is granted by this Act or any other Act and referred to in Schedule 2 may be charged after the end of the fiscal year following the fiscal year for which the appropriation is granted at any time before the day on which the Public Accounts for that second fiscal year are tabled in Parliament, for the purpose of making adjustments in the accounts of Canada for that second fiscal year that do not require payments out of the Consolidated Revenue Fund.

Order of payment

(2) Despite any other provision of this Act, amounts appropriated by this Act and set out in Schedule 2 may be paid and applied at any time on or before March 31, 2022, so long as every payment is charged first against the relevant amount appropriated under any Act that is earliest in time until that amount is exhausted, next against the relevant amount appropriated under any other Act, including this Act, that is next in time until that amount is exhausted and so on. The balance of amounts so appropriated by this Act that have not been charged, subject to the adjustments referred to in section 37 of the *Financial Administration Act*, lapse at the end of the fiscal year following the fiscal year ending March 31, 2021.

Transferts de crédits

3 Les transferts de crédits prévus au budget mentionné à l'article 2 sont réputés avoir été autorisés le 1^{er} avril 2020.

Objet de chaque poste

4 (1) Les crédits autorisés par la présente loi ne peuvent être affectés qu'aux fins et conditions énoncées dans le poste afférent.

Prise d'effet

(2) Les dispositions des postes figurant aux annexes 1 et 2 sont réputées être entrées en vigueur le 1^{er} avril 2020.

Rajustements aux comptes du Canada : annexe 1

5 En vue d'apporter aux comptes du Canada pour un exercice donné des rectifications qui n'entraînent aucun prélèvement sur le Trésor, il est possible d'inscrire un crédit découlant de la présente loi ou de toute autre loi et figurant à l'annexe 1 après la clôture de cet exercice, mais avant le dépôt au Parlement des Comptes publics afférents à l'exercice.

Rajustements aux comptes du Canada : annexe 2

6 (1) En vue d'apporter aux comptes du Canada pour un exercice donné des rectifications qui n'entraînent aucun prélèvement sur le Trésor, il est possible d'inscrire un crédit découlant de la présente loi ou de toute autre loi et figurant à l'annexe 2 après la clôture de l'exercice suivant celui pour lequel il est attribué, mais avant le dépôt au Parlement des Comptes publics afférents à cet exercice.

Imputation des paiements

(2) Malgré les autres dispositions de la présente loi, les sommes affectées par celle-ci et figurant à l'annexe 2 peuvent être utilisées au plus tard le 31 mars 2022. Chaque paiement est imputé, selon l'ordre chronologique de l'affectation, d'abord sur la somme correspondante affectée en vertu de toute loi jusqu'à épuisement de cette somme, puis sur la somme correspondante affectée en vertu de toute autre loi, y compris la présente loi, jusqu'à épuisement de cette somme. Le solde des sommes ainsi affectées par la présente loi est, sous réserve des rapprochements visés à l'article 37 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, annulé à la fin de l'exercice suivant celui se terminant le 31 mars 2021.

SCHEDULE 1

Based on the Supplementary Estimates (B), 2020–21, the amount granted is \$20,760,634,061, which is the total of the amounts of the items set out in this Schedule.

Sums granted to Her Majesty by this Act for the fiscal year ending March 31, 2021 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
1b	ATLANTIC CANADA OPPORTUNITIES AGENCY <i>Agence de promotion économique du Canada atlantique</i> – Operating expenditures – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i> , rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i> , to ministers of State who preside over ministries of State	695,552	
5b	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions	110,572,274	
			111,267,826
1b	CANADA MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION <i>Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> – Payments to reimburse the Corporation for the amounts of loans forgiven, grants, contributions and expenditures made, and losses, costs and expenses incurred, (a) under the <i>National Housing Act</i> ; or (b) in the course of the exercise of powers or the carrying out of duties or functions conferred on the Corporation under any other Act of Parliament, in accordance with the Corporation's authority under the <i>Canada Mortgage and Housing Corporation Act</i>	360,598,400	
			360,598,400
1b	CANADIAN ACCESSIBILITY STANDARDS DEVELOPMENT ORGANIZATION <i>Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité</i> – Operating expenditures	1,300,000	1,300,000
1b	CANADIAN AIR TRANSPORT SECURITY AUTHORITY <i>Administration canadienne de la sûreté du transport aérien</i> – Payments to the Authority for operating and capital expenditures	45,628,788	45,628,788
1b	CANADIAN BROADCASTING CORPORATION <i>Société Radio-Canada</i> – Payments to the Corporation for operating expenditures	36,700,000	36,700,000
1b	CANADIAN CENTRE FOR OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY <i>Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</i> – Program expenditures	1,412,992	1,412,992
1b	CANADIAN ENERGY REGULATOR <i>Régie canadienne de l'énergie</i> – Program expenditures – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in	21,256,163	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
	that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act		21,256,163
1b	CANADIAN FOOD INSPECTION AGENCY <i>Agence canadienne d'inspection des aliments</i> – Operating expenditures – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions	3,822,060	
5b	– Capital expenditures	891,046	4,713,106
1b	CANADIAN HUMAN RIGHTS COMMISSION <i>Commission canadienne des droits de la personne</i> – Program expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act	650,000	650,000
1b	CANADIAN INSTITUTES OF HEALTH RESEARCH <i>Instituts de recherche en santé du Canada</i> – Operating expenditures – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year	403,571 22,399,149	22,802,720
1b	CANADIAN NORTHERN ECONOMIC DEVELOPMENT AGENCY <i>Agence canadienne de développement économique du Nord</i> – Operating expenditures – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions	2,212,580 4,680,297	6,892,877
1b	CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION <i>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</i> – Program expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year under the <i>Telecommunications Fees Regulations, 2010</i> , the <i>Broadcasting Licence Fee Regulations, 1997</i> and the <i>Unsolicited Telecommunications Fees Regulations</i> , and other revenues that it receives in that fiscal year from activities related to the conduct of its operations, up to amounts approved by the Treasury Board	4,618,917	4,618,917
1b	CANADIAN SECURITY INTELLIGENCE SERVICE <i>Service canadien du renseignement de sécurité</i> – Program expenditures	2,046,981	2,046,981
1b	CANADIAN SPACE AGENCY <i>Agence spatiale canadienne</i> – Operating expenditures	1,300,000	
5b	– Capital expenditures	67,664,971	
10b	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions	9,000,000	
			77,964,971

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
1b	CANADIAN TRANSPORTATION AGENCY <i>Office des transports du Canada</i> – Program expenditures	9,585,524	9,585,524
1b	COMMUNICATIONS SECURITY ESTABLISHMENT <i>Centre de la sécurité des télécommunications</i> – Program expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from its operations, including the provision of internal support services under section 29.2 of that Act	6,349,578	6,349,578
1b	CORRECTIONAL SERVICE OF CANADA <i>Service correctionnel du Canada</i> – Operating expenditures – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions – Authority to deposit into the Inmate Welfare Fund revenue derived during the fiscal year from projects operated by inmates and financed by that Fund – Authority to operate canteens in federal institutions and to deposit, during the fiscal year, revenue from sales into the Inmate Welfare Fund – Payments, in accordance with terms and conditions prescribed by the Governor in Council, (a) to or on behalf of discharged inmates who suffer physical disability caused by participation in normal program activity in federal institutions; and (b) to dependants of deceased inmates and discharged inmates whose deaths resulted from participation in normal program activity in federal institutions – Authority for the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness, subject to the approval of the Governor in Council, to enter into an agreement with any province for (a) the confinement in institutions of that province of any persons sentenced, committed or transferred to a penitentiary; (b) compensation for the maintenance of such persons; and (c) payment in respect of the construction and related costs of such institutions	130,549,259	130,549,259
1b	COURTS ADMINISTRATION SERVICE <i>Service administratif des tribunaux judiciaires</i> – Program expenditures	4,647,968	4,647,968
1b	DEPARTMENT OF AGRICULTURE AND AGRI-FOOD <i>Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire</i> – Operating expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from (a) collaborative research agreements and research services; (b) the grazing and breeding activities of the Community Pasture Program; (c) the administration of the AgriStability program; and (d) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act	2,548,227	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
10b	<ul style="list-style-type: none"> – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions 	122,492,482	125,040,709
1b	DEPARTMENT OF CANADIAN HERITAGE <i>Ministère du Patrimoine canadien</i> <ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from <ul style="list-style-type: none"> (a) the activities of the Canadian Conservation Institute, the Canadian Heritage Information Network and the Canadian Audio-Visual Certification Office; (b) activities undertaken under the Capital Experience Program; and (c) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 	1,264,918	
5b	<ul style="list-style-type: none"> – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions 	57,487,060	58,751,978
1b	DEPARTMENT OF CITIZENSHIP AND IMMIGRATION <i>Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration</i> <ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year from the provision of services related to International Experience Canada — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of those services – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 	49,470,463	
5b	– Capital expenditures	3,619,117	
10b	<ul style="list-style-type: none"> – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions, including the provision of goods and services 	270,548,189	323,637,769
1b	DEPARTMENT OF CROWN-INDIGENOUS RELATIONS AND NORTHERN AFFAIRS <i>Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord</i> <ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Expenditures on works, buildings and equipment – Authority to make expenditures — recoverable or otherwise — on work performed on property that is not federal property and on services provided in respect of that property 	114,527,175	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
5b	<ul style="list-style-type: none"> – Authority to provide, in respect of Indian and Inuit economic development activities, for the capacity development for Indians and Inuit and the furnishing of materials and equipment – Authority to sell electric power to private consumers in remote locations when alternative local sources of supply are not available, in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 		
	<ul style="list-style-type: none"> – Capital expenditures – Expenditures on buildings, works, land and equipment the operation, control and ownership of which <ul style="list-style-type: none"> (a) may be transferred to provincial governments on terms and conditions approved by the Governor in Council; or (b) may be transferred to Indian bands, groups of Indians or individual Indians at the discretion of the Minister of Crown-Indigenous Relations – Expenditures on buildings, works, land and equipment that are on other than federal property – Authority to make recoverable expenditures on roads and related works in amounts not exceeding the shares of provincial governments of expenditures 	1,584,486	
10b	<ul style="list-style-type: none"> – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions 	810,294,236	
			926,405,897
1b	<p>DEPARTMENT OF EMPLOYMENT AND SOCIAL DEVELOPMENT <i>Ministère de l'Emploi et du Développement social</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Authority to make recoverable expenditures in relation to the application of the <i>Canada Pension Plan</i> and the <i>Employment Insurance Act</i> – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from <ul style="list-style-type: none"> (a) the provision of services to assist provinces in the administration of provincial programs funded under Labour Market Development Agreements; (b) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act; (c) any amount charged to a Crown corporation under paragraph 14(b) of the <i>Government Employees Compensation Act</i> in relation to the litigation costs for subrogated claims for Crown corporations; and (d) the portion of the <i>Government Employees Compensation Act</i> departmental or agency subrogated claim settlements related to litigation costs – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 	34,301,217	
5b	<ul style="list-style-type: none"> – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions 	13,663,453	
			47,964,670

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
1b	DEPARTMENT OF FINANCE <i>Ministère des Finances</i> <ul style="list-style-type: none"> - Program expenditures - Contributions - Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act - The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 	3,285,675,953	3,285,675,953
1b	DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS <i>Ministère des Pêches et des Océans</i> <ul style="list-style-type: none"> - Operating expenditures - Canada's share of expenses of the international fisheries commissions - Authority to provide free office accommodation for the international fisheries commissions - Authority to make recoverable advances in the amounts of the shares of the international fisheries commissions of joint cost projects - Authority to make recoverable advances for transportation, stevedoring and other shipping services performed for individuals, outside agencies and other governments in the course of, or arising out of, the exercise of jurisdiction in navigation, including aids to navigation and shipping - Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year <ul style="list-style-type: none"> (a) in the course of, or arising from, the activities of the Canadian Coast Guard; and (b) from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act - The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 	13,654,539	
5b	<ul style="list-style-type: none"> - Capital expenditures - Authority to make payments to provinces, municipalities and local or private authorities as contributions towards construction done by those bodies - Authority for the purchase and disposal of commercial fishing vessels 	39,153,389	
10b	<ul style="list-style-type: none"> - The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year - Contributions 	280,433,400	
			333,241,328
1b	DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS, TRADE AND DEVELOPMENT <i>Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement</i> <ul style="list-style-type: none"> - Operating expenditures, including those related to the appointment of Canada's representatives abroad, to the staff of those representatives, and to the assignment of Canadians to the staffs of international organizations - Authority to make recoverable advances to international organizations in amounts not exceeding the amounts of the shares of those organizations 	3,250,000	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
	<ul style="list-style-type: none"> – Expenditures in respect of the provision of office accommodation for the International Civil Aviation Organization – Authority to make recoverable expenditures for assistance to and repatriation of distressed Canadian citizens and Canadian residents who are abroad, including their dependants – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from <ul style="list-style-type: none"> (a) trade and education fairs; (b) departmental publications; and (c) the following services: <ul style="list-style-type: none"> (i) training services provided by the Canadian Foreign Service Institute, (ii) trade missions and other international business development services, (iii) investment development services, (iv) international telecommunication services, (v) other services provided abroad to other departments and to agencies, Crown corporations and non-federal organizations, and (vi) specialized consular services – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 		
10b	<ul style="list-style-type: none"> – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions, including payments for other specified purposes and for the provision of goods and services for <ul style="list-style-type: none"> (a) the promotion of trade and investment; and (b) international humanitarian assistance and assistance in relation to international security, international development and global peace 	191,696,646	
20b	<ul style="list-style-type: none"> – Pursuant to subsection 12(2) of the <i>International Development (Financial Institutions) Assistance Act</i>, the amount of financial assistance provided by the Minister of Foreign Affairs, in consultation with the Minister of Finance, by way of direct payments for the purpose of contributions to the international financial institutions may not exceed \$260,554,323 in the fiscal year 2020–21 	1	
L25b	<ul style="list-style-type: none"> – Pursuant to subsection 12(2) of the <i>International Development (Financial Institutions) Assistance Act</i>, the amount of financial assistance provided by the Minister of Foreign Affairs, in consultation with the Minister of Finance, by way of the purchase of shares of international financial institutions may not exceed \$39,007,000 in United States dollars in the fiscal year 2020–21, which is estimated in Canadian dollars at \$56,538,550 	1	
			194,946,648
1b	<p>DEPARTMENT OF HEALTH <i>Ministère de la Santé</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from <ul style="list-style-type: none"> (a) the provision of services or the sale of products related to health, to well-being and to regulatory activities; and (b) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than 	449,554,508	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
5b	a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i> , rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i> , to ministers of State who preside over ministries of State		
10b	<ul style="list-style-type: none"> – Capital expenditures – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions, in the form of monetary payments or the provision of goods or services 	450,000 287,625,000 	737,629,508
1b	DEPARTMENT OF INDIGENOUS SERVICES <i>Ministère des Services aux Autochtones</i> <ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Expenditures on works, buildings and equipment – Authority to make expenditures — recoverable or otherwise — on work performed on property that is not federal property and on services provided in respect of that property – Authority to provide, in respect of Indian and Inuit economic development activities, for the capacity development for Indians and Inuit and the furnishing of materials and equipment – Authority to sell electric power to private consumers in remote locations when alternative local sources of supply are not available, in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from <ul style="list-style-type: none"> (a) the provision of services or the sale of products related to health protection and medical services; and (b) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 	250,366,759	
10b	<ul style="list-style-type: none"> – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions, in the form of monetary payments or the provision of goods or services 	751,056,175	1,001,422,934
1b	DEPARTMENT OF INDUSTRY <i>Ministère de l'Industrie</i> <ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from <ul style="list-style-type: none"> (a) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act, and the provision of internal support services to the Canadian Intellectual Property Office; (b) activities and operations related to communications research at the Communications Research Centre; (c) services and insolvency processes under the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i> at the Office of the Superintendent of Bankruptcy; (d) activities and operations carried out by Corporations Canada under the <i>Canada Business Corporations Act</i>, the <i>Boards of Trade Act</i>, the <i>Canada Co-operatives Act</i> and the <i>Canada Not-for-profit Corporations Act</i>; and 	2,631,169	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
10b	<ul style="list-style-type: none"> (e) services and regulatory processes for mergers and merger-related matters, including pre-merger notifications, advance ruling certificates and written opinions, under the <i>Competition Act</i> at the Competition Bureau – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions 	117,483,721	120,114,890
1b	<p>DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE <i>Ministère de la Défense nationale</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Authority for total commitments, subject to allotment by the Treasury Board, of \$35,739,116,105 for the purposes of Votes 1, 5 and 10 of the Department regardless of the year in which the payment of those commitments comes due (of which it is estimated that \$14,006,026,264 will come due for payment in future years) – Authority, subject to the direction of the Treasury Board, to make recoverable expenditures or advances in respect of materials supplied to, or services performed on behalf of, individuals, corporations, outside agencies, other federal departments and agencies and other governments – Payments <ul style="list-style-type: none"> (a) in respect of pension, insurance and social security programs or other arrangements for employees locally engaged outside of Canada; and (b) in respect of the administration of such programs or arrangements, including premiums, contributions, benefit payments, fees and other expenditures made in respect of such employees and for any other persons that the Treasury Board determines – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year, including from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 	263,242,826	
5b	<ul style="list-style-type: none"> – Capital expenditures 	108,503,474	
10b	<ul style="list-style-type: none"> – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year and contributions, which grants and contributions may include <ul style="list-style-type: none"> (a) monetary payments or, in lieu of payment made to a recipient, <ul style="list-style-type: none"> (i) the provision of goods or services, or (ii) the provision of the use of facilities; and (b) the contributions that may be approved by the Governor in Council in accordance with section 3 of <i>The Defence Appropriation Act, 1950</i> <ul style="list-style-type: none"> (i) for the provision or transfer of defence equipment, (ii) for the provision of services for defence purposes, or (iii) for the provision or transfer of supplies or facilities for defence purposes 	30,000,000	
			401,746,300

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
1b	DEPARTMENT OF NATURAL RESOURCES <i>Ministère des Ressources naturelles</i> <ul style="list-style-type: none"> - Operating expenditures - Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from <ul style="list-style-type: none"> (a) the sale of forestry and information products; (b) the issue of licences, permits and certificates under the <i>Explosives Act</i> and the <i>Explosives Regulations, 2013</i>; (c) training and certification activities related to the Act and Regulations referred to in paragraph (b); (d) research, consultation, testing, analysis and administration services and research products as part of the departmental operations; and (e) the provision of internal support services under section 29.2 of the <i>Financial Administration Act</i> - The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 	30,689,682	
5b	- Capital expenditures	1,345,000	
10b	<ul style="list-style-type: none"> - The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year - Contributions 	223,542,672	
			255,577,354
1b	DEPARTMENT OF PUBLIC SAFETY AND EMERGENCY PREPAREDNESS <i>Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile</i> <ul style="list-style-type: none"> - Operating expenditures - Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year including from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act - The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 	3,797,487	
5b	<ul style="list-style-type: none"> - The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year - Contributions 	13,370,400	
			17,167,887
1b	DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES <i>Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux</i> <ul style="list-style-type: none"> - Operating expenditures for the provision of accommodation, common and central services - Authority to make recoverable expenditures in relation to the application of the <i>Canada Pension Plan</i>, the <i>Employment Insurance Act</i> and the <i>Seized Property Management Act</i> - Authority to expend revenues that it receives during the fiscal year arising from the provision of accommodation, common and central services - Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year including from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act 	720,844,193	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
	<ul style="list-style-type: none"> – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 		720,844,193
1b	DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT <i>Ministère de l'Environnement</i> <ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Authority for the Minister of the Environment to engage consultants as required by different Boards at the remuneration that those Boards determine – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act and from the provision of services, the sale of information products, the collection of entrance fees, the granting of leases or the issuance of licenses or other authorizations, including <ul style="list-style-type: none"> (a) research, analysis and scientific services; (b) hydrometric surveys; (c) regulatory services; (d) monitoring services, including monitoring services with respect to the oil sands; (e) fees for entry to federal real property or federal immovables; (f) permits; and (g) services in respect of federal real property or federal immovables, including the granting of surface leases to oil and gas companies and the issuance of licences for grazing – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 	1,135,207	
10b	<ul style="list-style-type: none"> – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions, including ones to developing countries by way of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol taking the form of monetary payments or the provision of goods, equipment or services 	1,272,715	2,407,922
1b	DEPARTMENT OF TRANSPORT <i>Ministère des Transports</i> <ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Authority to make expenditures on other than federal property in the course of, or arising out of, the exercise of jurisdiction in aeronautics – Authority for the payment of commissions for revenue collection under the <i>Aeronautics Act</i> – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year including from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded 	28,205,543	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
	down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i> , to ministers of State who preside over ministries of State		
5b	– Capital expenditures	180,467,398	
10b	Grants and contributions – Efficient Transportation System – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions	228,768,849	
15b	Grants and contributions – Green and Innovative Transportation System – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions	54,934,538	
20b	Grants and contributions – Safe and Secure Transportation System – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions	24,197,532	
			516,573,860
	DEPARTMENT OF VETERANS AFFAIRS <i>Ministère des Anciens Combattants</i>		
1b	– Operating expenditures – Expenditures related to the upkeep of real property or immovable property, including engineering and other investigatory planning expenses that do not add tangible value to the property, payment of taxes, insurance and public utilities – Expenditures related to, subject to the approval of the Governor in Council, (a) necessary remedial work on properties constructed under individual firm price contracts and sold under the <i>Veterans' Land Act</i> (R.S.C. 1970, c. V-4), to correct defects for which neither the veteran nor the contractor may be held financially responsible; and (b) other work on other properties that is required to protect the Director's interest or right in those properties – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i> , rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i> , to ministers of State who preside over ministries of State	17,759,213	
5b	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year; however, the amount listed for any grant may be increased or decreased, subject to the approval of the Treasury Board – Contributions	1	
			17,759,214
	DEPARTMENT OF WESTERN ECONOMIC DIVERSIFICATION <i>Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</i>		
1b	– Operating expenditures	4,825,009	
5b	– The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i> , rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i> , to ministers of State who preside over ministries of State	97,435,051	
			102,260,060
	ECONOMIC DEVELOPMENT AGENCY OF CANADA FOR THE REGIONS OF QUEBEC <i>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</i>		
5b	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year	67,938,000	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
	– Contributions		67,938,000
1b	FEDERAL ECONOMIC DEVELOPMENT AGENCY FOR SOUTHERN ONTARIO <i>Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario</i>		
5b	– Operating expenditures	1,943,603	
	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year	83,331,000	
	– Contributions		85,274,603
1b	FINANCIAL TRANSACTIONS AND REPORTS ANALYSIS CENTRE OF CANADA <i>Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada</i>		
	– Program expenditures	19,072,790	19,072,790
1b	HOUSE OF COMMONS <i>Chambre des communes</i>		
	– Program expenditures, including payments in respect of the cost of operating Members' constituency offices	21,771,121	
	– Contributions		
	– Authority to expend revenues that it receives during the fiscal year arising from its activities		21,771,121
1b	IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD <i>Commission de l'immigration et du statut de réfugié</i>		
	– Program expenditures	1,905,000	1,905,000
1b	INTERNATIONAL JOINT COMMISSION (CANADIAN SECTION) <i>Commission mixte internationale (section canadienne)</i>		
	– Program expenditures	310,953	
	– Expenses of the Canadian Section, including salaries		
	– Expenses of studies, surveys and investigations by the Commission under International References		
	– Expenses of the Commission under the Canada-United States Great Lakes Water Quality Agreement		310,953
1b	LEADERS' DEBATES COMMISSION <i>Commission des débats des chefs</i>		
	– Program expenditures	5,147,844	5,147,844
5b	LIBRARY AND ARCHIVES OF CANADA <i>Bibliothèque et Archives du Canada</i>		
	– Capital expenditures	976,079	976,079
1b	MARINE ATLANTIC INC. <i>Marine Atlantique S.C.C.</i>		
	– Payments to the corporation in respect of the costs of its management	2,000,568	
	– Payments to the corporation for capital expenditures		
	– Payments to the corporation for transportation services, including the water transportation services between Nova Scotia and Newfoundland and Labrador and related vessels, terminals and infrastructure		2,000,568

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
	NATIONAL RESEARCH COUNCIL OF CANADA <i>Conseil national de recherches du Canada</i>		
1b	– Operating expenditures	5,938,584	
5b	– Capital expenditures	50,000,000	
10b	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year	68,540,000	
	– Contributions, including the provision of goods and services for the international Thirty Meter Telescope Observatory		124,478,584
	NATURAL SCIENCES AND ENGINEERING RESEARCH COUNCIL <i>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</i>		
5b	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year	5,000,000	5,000,000
	OFFICE OF INFRASTRUCTURE OF CANADA <i>Bureau de l'infrastructure du Canada</i>		
1b	– Operating expenditures	48,283,519	
	– The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i> , rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i> , to ministers of State who preside over ministries of State		
10b	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year	4,910,000	
	– Contributions		53,193,519
	OFFICE OF THE DIRECTOR OF PUBLIC PROSECUTIONS <i>Bureau du directeur des poursuites pénales</i>		
1b	– Program expenditures	2,569,491	
	– Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from		
	(a) the provision of prosecution and prosecution-related services;		
	(b) the provision to Crown corporations, non-federal organizations and international organizations of optional prosecution and prosecution-related services that are consistent with the Office's mandate; and		
	(c) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act		
			2,569,491
	OFFICES OF THE INFORMATION AND PRIVACY COMMISSIONERS OF CANADA <i>Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada</i>		
1b	– Program expenditures — Office of the Information Commissioner	2,830,021	2,830,021
	PAROLE BOARD OF CANADA <i>Commission des libérations conditionnelles du Canada</i>		
1b	– Program expenditures	3,200,000	
	– Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of services to process record suspension applications for persons convicted of offences under federal Acts and regulations		
			3,200,000
	PRIVY COUNCIL OFFICE <i>Bureau du Conseil privé</i>		
1b	– Program expenditures, including	5,523,190	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
	<ul style="list-style-type: none"> (a) operating expenditures of Commissions of Inquiry not otherwise provided for; (b) contributions in respect of costs incurred by persons appearing before Commissions of Inquiry; and (c) the operation of the Prime Minister's residence - Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from <ul style="list-style-type: none"> (a) the provision of intelligence analysis training; and (b) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act - The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 		5,523,190
1b	PUBLIC HEALTH AGENCY OF CANADA <i>Agence de la santé publique du Canada</i>	9,062,941,805	
5b	- Operating expenditures		
10b	- Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the sale of products, the provision of inspection services and the provision of internal support services under section 29.2 of that Act	76,133,544	
	- The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year	112,252,997	
	- Contributions		9,251,328,346
1b	REGISTRAR OF THE SUPREME COURT OF CANADA <i>Registraire de la Cour suprême du Canada</i>		
1b	- Program expenditures	79,237	79,237
1b	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE <i>Gendarmerie royale du Canada</i>	7,682,839	
5b	- Operating expenditures		
	- Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year including from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act	6,768,607	
	- Capital expenditures		14,451,446
1b	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE EXTERNAL REVIEW COMMITTEE <i>Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada</i>	1,777,368	
1b	- Program expenditures		1,777,368
1b	SHARED SERVICES CANADA <i>Services partagés Canada</i>	132,206,091	
	- Operating expenditures		
	- Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year from the provision of information technology services under the		

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
5b	<p><i>Shared Services Canada Act</i> — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of those services</p> <ul style="list-style-type: none"> – Capital expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset capital expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of information technology services under the <i>Shared Services Canada Act</i> 	144,478,487	276,684,578
5b	<p>SOCIAL SCIENCES AND HUMANITIES RESEARCH COUNCIL <i>Conseil de recherches en sciences humaines</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year 	125,000,000	125,000,000
1b	<p>THE FEDERAL BRIDGE CORPORATION LIMITED <i>La Société des ponts fédéraux Limitée</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Payments to the Corporation 	832,083	832,083
1b	<p>TREASURY BOARD SECRETARIAT <i>Secrétariat du Conseil du Trésor</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Program expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act and from its other activities – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 	22,157,622	
10b	<p>Government-wide Initiatives</p> <ul style="list-style-type: none"> – Authority granted to the Treasury Board to supplement any other appropriation for the fiscal year in support of the implementation of strategic management initiatives in the federal public administration 	20,000,000	
15b	<p>Compensation Adjustments</p> <ul style="list-style-type: none"> – Authority granted to the Treasury Board to supplement any other appropriation for the fiscal year that may need to be partially or fully funded as a result of adjustments made to terms and conditions of service or employment of the federal public administration, including the Royal Canadian Mounted Police, as well as of members of the Canadian Forces, persons appointed by the Governor in Council and employees of <i>Crown corporations</i> as defined in subsection 83(1) of the <i>Financial Administration Act</i> 	19,210,823	
20b	<p>Public Service Insurance</p> <ul style="list-style-type: none"> – Payments, in respect of insurance, pension or benefit programs or other arrangements, or in respect of the administration of such programs or arrangements, including premiums, contributions, benefits, fees and other expenditures made in respect of the federal public administration, or any part of it, and in respect of any other persons that the Treasury Board determines – Authority to expend any revenues or other amounts that it receives in respect of insurance, pension or benefit programs or other arrangements <ul style="list-style-type: none"> (a) to offset premiums, contributions, benefits, fees and other expenditures in respect of those programs or arrangements; and (b) to provide for the return to eligible employees of the premium refund under subsection 96(3) of the <i>Employment Insurance Act</i> 	585,243,984	
			646,612,429

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
1b	VIA RAIL CANADA INC. <i>VIA Rail Canada Inc.</i> – Payments to the corporation in respect of the costs of its management – Payments to the corporation for capital expenditures – Payments to the corporation for the provision of rail passenger services in Canada in accordance with contracts entered into pursuant to subparagraph (c)(i) of Transport Vote 52d, <i>Appropriation Act No. 1, 1977</i>	4,521,667	
			4,521,667
			20,760,634,061

ANNEXE 1

D'après le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2020-2021, la somme accordée est de 20 760 634 061 \$, soit le total des montants des postes figurant à la présente annexe.

Sommes accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021 et fins auxquelles elles sont accordées.

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1b	ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN <i>Canadian Air Transport Security Authority</i> – Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	45 628 788	45 628 788
1b	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD <i>Canadian Northern Economic Development Agency</i> – Dépenses de fonctionnement	2 212 580	
5b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	4 680 297	6 892 877
1b	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS <i>Canadian Food Inspection Agency</i> – Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	3 822 060	
5b	– Dépenses en capital	891 046	4 713 106
5b	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC <i>Economic Development Agency of Canada for the Regions of Quebec</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	67 938 000	67 938 000
1b	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA <i>Public Health Agency of Canada</i> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	9 062 941 805	
5b	– Dépenses en capital	76 133 544	
10b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	112 252 997	9 251 328 346
1b	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE <i>Atlantic Canada Opportunities Agency</i> – Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an	695 552	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
5b	et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> <ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	110 572 274	111 267 826
1b	AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L'ONTARIO <i>Federal Economic Development Agency for Southern Ontario</i>		
5b	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	1 943 603 83 331 000	85 274 603
1b	AGENCE SPATIALE CANADIENNE <i>Canadian Space Agency</i>		
5b	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Dépenses en capital 	1 300 000 67 664 971	67 664 971
10b	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	9 000 000	
5b	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA <i>Library and Archives of Canada</i>	976 079	976 079
1b	BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA <i>Office of Infrastructure of Canada</i>		
10b	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	48 283 519 4 910 000	53 193 519
1b	BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ <i>Privy Council Office</i>		
	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme, y compris : <ul style="list-style-type: none"> a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues; b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaissant devant des commissions d'enquête; c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre. – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) la formation en matière d'analyse du renseignement; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. 	5 523 190	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<ul style="list-style-type: none"> – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 		5 523 190
1b	<p>BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES <i>Office of the Director of Public Prosecutions</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les services de poursuites et les services connexes; b) les services de poursuites et les services connexes — conformes au mandat du Bureau — fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi. 	2 569 491	2 569 491
1b	<p>CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL <i>Canadian Centre for Occupational Health and Safety</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme 	1 412 992	1 412 992
1b	<p>CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA <i>Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme 	19 072 790	19 072 790
1b	<p>CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS <i>Communications Security Establishment</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	6 349 578	6 349 578
1b	<p>CHAMBRE DES COMMUNES <i>House of Commons</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés – Contributions – Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités 	21 771 121	21 771 121
1b	<p>COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA <i>Royal Canadian Mounted Police External Review Committee</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme 	1 777 368	1 777 368

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1b	COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA <i>Offices of the Information and Privacy Commissioners of Canada</i> – Dépenses du programme — Commissariat à l'information	2 830 021	2 830 021
1b	COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE <i>Canadian Human Rights Commission</i> – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	650 000	650 000
1b	COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ <i>Immigration and Refugee Board</i> – Dépenses du programme	1 905 000	1 905 000
1b	COMMISSION DES DÉBATS DES CHEFS <i>Leaders' Debates Commission</i> – Dépenses du programme	5 147 844	5 147 844
1b	COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA <i>Parole Board of Canada</i> – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services visant le traitement des demandes de suspension du casier présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou règlements fédéraux	3 200 000	3 200 000
1b	COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE (SECTION CANADIENNE) <i>International Joint Commission (Canadian Section)</i> – Dépenses du programme – Dépenses de la section canadienne, y compris les traitements – Dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié – Dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	310 953	310 953
1b	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES <i>Canadian Radio-television and Telecommunications Commission</i> – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci au titre du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> et du <i>Règlement sur les droits relatifs aux télécommunications non sollicitées</i> et dans le cadre de ses autres activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	4 618 917	4 618 917

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
5b	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES <i>Social Sciences and Humanities Research Council</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	125 000 000	125 000 000
5b	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE <i>Natural Sciences and Engineering Research Council</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	5 000 000	5 000 000
1b 5b 10b	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA <i>National Research Council of Canada</i> – Dépenses de fonctionnement – Dépenses en capital – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour l'observatoire international du Télescope de trente mètres	5 938 584 50 000 000 68 540 000 124 478 584	
1b 5b	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA <i>Royal Canadian Mounted Police</i> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Dépenses en capital	7 682 839 6 768 607 14 451 446	
1b 5b	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA <i>Canadian Institutes of Health Research</i> – Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	403 571 22 399 149 22 802 720	
1b	LA SOCIÉTÉ DES PONTS FÉDÉRAUX LIMITÉE <i>The Federal Bridge Corporation Limited</i> – Paiements à la Société	832 083	832 083
1b	MARINE ATLANTIQUE S.C.C. <i>Marine Atlantic Inc.</i> – Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion – Paiements à la société pour les dépenses en capital – Paiements à la société pour les services de transport, y compris les services de transport maritime entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, et les navires, terminaux et infrastructures connexes	2 000 568 2 000 568	
1b	MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION <i>Department of Citizenship and Immigration</i> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services	49 470 463	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
5b	<ul style="list-style-type: none"> - Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 		
10b	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses en capital - Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice - Contributions, y compris la fourniture de biens et de services 	3 619 117 270 548 189 	323 637 769
1b	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE <i>Department of National Defence</i> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses de fonctionnement - Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 35 739 116 105 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 14 006 026 264 \$ deviendra payable dans les années à venir) - Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom - Paiements effectués dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. - Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi - Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	263 242 826	
5b	- Dépenses en capital	108 503 474	
10b	<ul style="list-style-type: none"> - Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris : <ul style="list-style-type: none"> a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour : <ul style="list-style-type: none"> (i) la fourniture de biens ou de services, (ii) l'utilisation d'installations; b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i>, pour : 	30 000 000	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	(i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, (ii) la fourniture de services aux fins de défense, (iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense.		401 746 300
1b	MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN <i>Department of Western Economic Diversification</i> – Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	4 825 009	
5b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	97 435 051	102 260 060
1b	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE <i>Department of Agriculture and Agri-Food</i> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâtrages communautaires; c) l'administration du programme « Agri-stabilité »; d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	2 548 227	
10b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	122 492 482	125 040 709
1b	MINISTÈRE DE LA SANTÉ <i>Department of Health</i> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation;	449 554 508	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5b	– Dépenses en capital	450 000	
10b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	287 625 000	
			737 629 508
1b	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE <i>Department of Public Safety and Emergency Preparedness</i> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	3 797 487	
5b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	13 370 400	
			17 167 887
1b	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL <i>Department of Employment and Social Development</i> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> . – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe	34 301 217	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
5b	<p>une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	13 663 453	47 964 670
1b	<p>MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT <i>Department of the Environment</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques; b) les relevés hydrologiques; c) les services de réglementation; d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux; f) les permis; g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	1 135 207	
10b	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services 	1 272 715	2 407 922
1b	<p>MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE <i>Department of Industry</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : 	2 631 169	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
10b	<ul style="list-style-type: none"> a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada; b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications; c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i>, au Bureau du surintendant des faillites; d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i>, de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i>, de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> et de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i>; e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i>. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	117 483 721	120 114 890
1b	<p>MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT <i>Department of Foreign Affairs, Trade and Development</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux – Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes – Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation des services suivants : <ul style="list-style-type: none"> (i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, (ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements, (iv) les services de télécommunication internationale, (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, 	3 250 000	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
10b	<ul style="list-style-type: none"> (vi) les services consulaires spécialisés. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour : <ul style="list-style-type: none"> a) la promotion du commerce et de l'investissement; b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale. 	191 696 646	
20b	<ul style="list-style-type: none"> – Aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, à titre de contributions aux institutions financières internationales pour l'exercice 2020-2021, qui, conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>, ne dépasse pas 260 554 323 \$ 	1	
L25b	<ul style="list-style-type: none"> – Achat d'actions d'institutions financières internationales pour l'exercice 2020-2021 pour une somme d'au plus 39 007 000 \$ US — estimée à 56 538 550 \$ CAN —, effectué en conformité avec le paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> et grâce à l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances 	1	
			194 946 648
1b	<p>MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS <i>Department of Veterans Affairs</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics – Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes : <ul style="list-style-type: none"> a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	17 759 213	
5b	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Contributions 	1	
			17 759 214

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1b	MINISTÈRE DES FINANCES <i>Department of Finance</i> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses du programme - Contributions - Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi - Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	3 285 675 953	3 285 675 953
1b	MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS <i>Department of Fisheries and Oceans</i> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses de fonctionnement - Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches - Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches - Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés - Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime - Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les activités de la Garde côtière canadienne; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. - Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	13 654 539	
5b	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses en capital - Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités - Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer 	39 153 389	
10b	<ul style="list-style-type: none"> - Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice - Contributions 	280 433 400	
			333 241 328

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1b	MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD <i>Department of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs</i> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel – Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci – Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel – Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	114 527 175	
5b	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses en capital – Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : <ul style="list-style-type: none"> a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Relations Couronne-Autochtones. – Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes 	1 584 486	
10b	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	810 294 236	
			926 405 897
1b	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES <i>Department of Natural Resources</i> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) la vente de produits d'information et de produits forestiers; b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i>; c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b); 	30 689 682	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche; e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> . – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5b	– Dépenses en capital	1 345 000	
10b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	223 542 672	255 577 354
1b	MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES <i>Department of Indigenous Services</i> – Dépenses de fonctionnement – Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel – Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci – Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel – Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	250 366 759	
10b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	751 056 175	1 001 422 934
1b	MINISTÈRE DES TRANSPORTS <i>Department of Transport</i> – Dépenses de fonctionnement	28 205 543	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<ul style="list-style-type: none"> – Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique – Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 		
5b	– Dépenses en capital	180 467 398	
10b	Subventions et contributions — Réseau de transport efficace <ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	228 768 849	
15b	Subventions et contributions — Réseau de transport écologique et novateur <ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	54 934 538	
20b	Subventions et contributions — Réseau de transport sûr et sécuritaire <ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	24 197 532	
			516 573 860
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX <i>Department of Public Works and Government Services</i>		
1b	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i>, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> – Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	720 844 193	
			720 844 193

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1b	MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN <i>Department of Canadian Heritage</i> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	1 264 918	
5b	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	57 487 060	58 751 978
1b	OFFICE DES TRANSPORTS DU CANADA <i>Canadian Transportation Agency</i> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme 	9 585 524	9 585 524
1b	ORGANISATION CANADIENNE D'ÉLABORATION DE NORMES D'ACCESSEURITÉ <i>Canadian Accessibility Standards Development Organization</i> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement 	1 300 000	1 300 000
1b	RÉGIE CANADIENNE DE L'ÉNERGIE <i>Canadian Energy Regulator</i> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	21 256 163	21 256 163
1b	REGISTRAIRES DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA <i>Registrar of the Supreme Court of Canada</i> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme 	79 237	79 237
1b	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR <i>Treasury Board Secretariat</i> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours 	22 157 622	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités		
-	Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
10b	Initiatives pangouvernementales	20 000 000	
-	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique		
15b	Rajustements à la rémunération	19 210 823	
-	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice qui peut nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, des membres des Forces canadiennes, des personnes nommées par le gouverneur en conseil et des employés des <i>sociétés d'État</i> , au sens du paragraphe 83(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>		
20b	Assurances de la fonction publique	585 243 984	
-	À l'égard de tout ou partie de la fonction publique et de toutes autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor, paiements effectués dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes — ou de l'administration de ces programmes ou ententes —, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses		
-	Autorisation d'affecter tous revenus ou toutes autres sommes perçues dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes :		
a)	pour compenser notamment les primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses liés à ces programmes ou autres ententes;		
b)	pour rembourser les employés admissibles, en application du paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> , pour l'excédent des primes retenues.		
			646 612 429
1b	SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES <i>Courts Administration Service</i>		
-	Dépenses du programme	4 647 968	4 647 968
1b	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ <i>Canadian Security Intelligence Service</i>		
-	Dépenses du programme	2 046 981	2 046 981
1b	SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA <i>Correctional Service of Canada</i>		
-	Dépenses de fonctionnement	130 549 259	
-	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
-	Contributions		
-	Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse		

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<ul style="list-style-type: none"> - Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus - Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil : <ul style="list-style-type: none"> a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus; b) aux personnes à charge de détenus — libérés ou non — décédés à la suite de leur participation à de telles activités. - Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier; b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes; c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements. 		130 549 259
1b	SERVICES PARTAGÉS CANADA <i>Shared Services Canada</i>	132 206 091	
5b	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses de fonctionnement - Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services - Dépenses en capital - Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> 	144 478 487	276 684 578
1b	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT <i>Canada Mortgage and Housing Corporation</i>	360 598 400	
	<ul style="list-style-type: none"> - Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>; b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>. 		360 598 400
1b	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA <i>Canadian Broadcasting Corporation</i>	36 700 000	36 700 000
1b	VIA RAIL CANADA INC. <i>VIA Rail Canada Inc.</i>	4 521 667	
	<ul style="list-style-type: none"> - Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion - Paiements à la société pour les dépenses en capital 		

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	– Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	4 521 667	
			20 760 634 061

SCHEDULE 2

Based on the Supplementary Estimates (B), 2020–21, the amount granted is \$113,722,230, which is the total of the amounts of the items set out in this Schedule.

Sums granted to Her Majesty by this Act for the fiscal year ending March 31, 2021 that may be charged to that fiscal year and the following fiscal year ending March 31, 2022 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
1b	CANADA BORDER SERVICES AGENCY <i>Agence des services frontaliers du Canada</i> – Operating expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from (a) fees, related to border operations, for the provision of a service or the use of a facility or for a product, right or privilege; and (b) payments received under contracts entered into by the Agency	7,690,722	
5b	– Capital expenditures	32,000	7,722,722
1b	CANADA REVENUE AGENCY <i>Agence du revenu du Canada</i> – Operating expenditures – Contributions – Authority to make recoverable expenditures in relation to the application of the <i>Canada Pension Plan</i> and the <i>Employment Insurance Act</i>	22,762,116	22,762,116
1b	PARKS CANADA AGENCY <i>Agence Parcs Canada</i> – Program expenditures – Capital expenditures – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions, including (a) expenditures on other than federal property; and (b) payments to provinces and municipalities as contributions towards the cost of undertakings carried out by those bodies	83,237,392	83,237,392
			113,722,230

ANNEXE 2

D'après le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2020-2021, la somme accordée est de 113 722 230 \$, soit le total des montants des postes figurant à la présente annexe.

Sommes accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021, pouvant être imputées à l'exercice en cours et à l'exercice suivant se terminant le 31 mars 2022, et fins auxquelles elles sont accordées.

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1b	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA <i>Canada Border Services Agency</i> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits — liés aux activités à la frontière — perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège; b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence.	7 690 722	
5b	– Dépenses en capital	32 000	7 722 722
1b	AGENCE DU REVENU DU CANADA <i>Canada Revenue Agency</i> – Dépenses de fonctionnement – Contributions – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	22 762 116	22 762 116
1b	AGENCE PARCS CANADA <i>Parks Canada Agency</i> – Dépenses du programme – Dépenses en capital – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, notamment : a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral; b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.	83 237 392	83 237 392
			113 722 230

Second Session, Forty-third Parliament,
69 Elizabeth II, 2020

Deuxième session, quarante-troisième législature,
69 Elizabeth II, 2020

STATUTES OF CANADA 2020

CHAPTER 15

An Act for granting to Her Majesty certain
sums of money for the federal public
administration for the fiscal year ending
March 31, 2021

ASSENTED TO

DECEMBER 10, 2020

BILL C-16

LOIS DU CANADA (2020)

CHAPITRE 15

Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits
pour l'administration publique fédérale
pendant l'exercice se terminant le 31 mars
2021

SANCTIONNÉE

LE 10 DÉCEMBRE 2020

PROJET DE LOI C-16

SUMMARY

This enactment grants the sum of \$26,138,756,442 towards defraying charges and expenses of the federal public administration for the fiscal year ending March 31, 2021 that are not otherwise provided for.

SOMMAIRE

Le texte octroie une somme de 26 138 756 442 \$ pour le paiement des charges et dépenses de l'administration publique fédérale afférentes à l'exercice se terminant le 31 mars 2021 et auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs.

69 ELIZABETH II

CHAPTER 15

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the federal public administration for the fiscal year ending March 31, 2021

[*Assented to 10th December, 2020]*

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

Preamble

Whereas it appears by message from Her Excellency the Right Honourable Julie Payette, Governor General and Commander-in-Chief of Canada, and the Estimates accompanying that message, that the sums mentioned below are required to defray certain expenses of the federal public administration, not otherwise provided for, for the fiscal year ending March 31, 2021, and for other purposes connected with the federal public administration;

May it therefore please Your Majesty, that it may be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, that:

Short title

1 This Act may be cited as the *Appropriation Act No. 4, 2020–21*.

\$26,138,756,442 granted for 2020–21

2 There may be paid out of the Consolidated Revenue Fund a sum not exceeding in the aggregate \$26,138,756,442 towards defraying the various charges and expenses of the federal public administration for the fiscal year ending March 31, 2021, not otherwise provided for, which is the total of the following amounts:

(a) \$24,674,249,120, which is the total of the amounts of the items set out in the Proposed Schedule 1 in the Annex to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 2021, and in Schedule 1 to this Act less the total of the interim appropriations granted on account

69 ELIZABETH II

CHAPITRE 15

Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2021

[*Sanctionnée le 10 décembre 2020]*

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Préambule

Attendu qu'il est nécessaire, comme l'indiquent le message de Son Excellence la très honorable Julie Payette, gouverneure générale et commandante en chef du Canada, et le budget des dépenses qui y est joint, d'allouer les crédits ci-après précisés pour couvrir certaines dépenses de l'administration publique fédérale faites au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2021 et auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs, ainsi qu'à d'autres fins liées à l'administration publique fédérale,

Il est respectueusement demandé à Votre Majesté de bien vouloir édicter, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, ce qui suit :

Titre abrégé

1 *Loi de crédits n° 4 pour 2020-2021.*

26 138 756 442 \$ accordés pour 2020-2021

2 Il peut être prélevé sur le Trésor une somme maximale de 26 138 756 442 \$ pour le paiement des charges et dépenses de l'administration publique fédérale afférentes à l'exercice se terminant le 31 mars 2021 et auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs, soit le total des montants suivants :

a) 24 674 249 120 \$, soit le total des montants des postes figurant à la fois à l'annexe 1 proposée, prévue à l'annexe du budget principal des dépenses de cet exercice, et à l'annexe 1 de la présente loi, moins le total des crédits provisoires accordés à l'égard de ces

of those items by *Appropriation Act No. 1, 2020–21* and by *Appropriation Act No. 2, 2020–21*, and

(b) \$1,464,507,322, which is the total of the amounts of the items set out in the Proposed Schedule 2 in the Annex to those Estimates and in Schedule 2 to this Act less the total of the interim appropriations granted on account of those items by *Appropriation Act No. 1, 2020–21* and by *Appropriation Act No. 2, 2020–21*.

Purpose of each item

3 (1) The amount authorized by this Act to be paid in respect of an item may be paid only for the purposes, and subject to any terms and conditions, specified in the item.

Effective date

(2) The provisions of each item set out in Schedules 1 and 2 are deemed to have effect as of April 1, 2020.

Adjustments in accounts of Canada — Schedule 1

4 An appropriation that is granted by this Act or any other Act and referred to in Schedule 1 may be charged after the end of the fiscal year for which the appropriation is granted at any time before the day on which the Public Accounts for that fiscal year are tabled in Parliament, for the purpose of making adjustments in the accounts of Canada for that fiscal year that do not require payments out of the Consolidated Revenue Fund.

Adjustments in accounts of Canada — Schedule 2

5 (1) An appropriation that is granted by this Act or any other Act and referred to in Schedule 2 may be charged after the end of the fiscal year following the fiscal year for which the appropriation is granted at any time before the day on which the Public Accounts for that second fiscal year are tabled in Parliament, for the purpose of making adjustments in the accounts of Canada for that second fiscal year that do not require payments out of the Consolidated Revenue Fund.

Order of payment

(2) Despite any other provision of this Act, amounts appropriated by this Act and set out in Schedule 2 may be paid and applied at any time on or before March 31, 2022, so long as every payment is charged first against the relevant amount appropriated under any Act that is earliest in time until that amount is exhausted, next against the relevant amount appropriated under any other Act, including this Act, that is next in time until that amount is exhausted and so on. The balance of amounts so appropriated by this Act that have not been charged, subject to the adjustments referred to in section 37 of the *Financial*

postes par la *Loi de crédits n° 1 pour 2020-2021* et par la *Loi de crédits n° 2 pour 2020-2021*;

b) 1 464 507 322 \$, soit le total des montants des postes figurant à la fois à l'annexe 2 proposée, prévue à l'annexe de ce budget, et à l'annexe 2 de la présente loi, moins le total des crédits provisoires accordés à l'égard de ces postes par la *Loi de crédits n° 1 pour 2020-2021* et par la *Loi de crédits n° 2 pour 2020-2021*.

Objet de chaque poste

3 (1) Les crédits autorisés par la présente loi ne peuvent être affectés qu'aux fins et conditions énoncées dans le poste afférent.

Prise d'effet

(2) Les dispositions des postes figurant aux annexes 1 et 2 sont réputées être entrées en vigueur le 1^{er} avril 2020.

Rajustements aux comptes du Canada : annexe 1

4 En vue d'apporter aux comptes du Canada pour un exercice donné des rectifications qui n'entraînent aucun prélèvement sur le Trésor, il est possible d'inscrire un crédit découlant de la présente loi ou de toute autre loi et figurant à l'annexe 1 après la clôture de cet exercice, mais avant le dépôt au Parlement des Comptes publics afférents à l'exercice.

Rajustements aux comptes du Canada : annexe 2

5 (1) En vue d'apporter aux comptes du Canada pour un exercice donné des rectifications qui n'entraînent aucun prélèvement sur le Trésor, il est possible d'inscrire un crédit découlant de la présente loi ou de toute autre loi et figurant à l'annexe 2 après la clôture de l'exercice suivant celui pour lequel il est attribué, mais avant le dépôt au Parlement des Comptes publics afférents à cet exercice.

Imputation des paiements

(2) Malgré les autres dispositions de la présente loi, les sommes affectées par celle-ci et figurant à l'annexe 2 peuvent être utilisées au plus tard le 31 mars 2022. Chaque paiement est imputé, selon l'ordre chronologique de l'affectation, d'abord sur la somme correspondante affectée en vertu de toute loi jusqu'à épuisement de cette somme, puis sur la somme correspondante affectée en vertu de toute autre loi, y compris la présente loi, jusqu'à épuisement de cette somme. Le solde des sommes ainsi affectées par la présente loi est, sous réserve des rapprochements visés à l'article 37 de la *Loi sur la gestion des*

Administration Act, lapse at the end of the fiscal year following the fiscal year ending March 31, 2021.

finances publiques, annulé à la fin de l'exercice suivant celui se terminant le 31 mars 2021.

SCHEDULE 1

Based on the Main Estimates 2020–21, the amount granted is \$24,674,249,120, which is the total of the amounts of the items set out in this Schedule (\$118,734,503,548) less the total of the interim appropriations granted on account of those items by *Appropriation Act No. 1, 2020–21* (\$42,294,700,170) and by *Appropriation Act No. 2, 2020–21* (\$51,765,554,258).

Sums granted to Her Majesty by this Act for the fiscal year ending March 31, 2021 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
1	ADMINISTRATIVE TRIBUNALS SUPPORT SERVICE OF CANADA <i>Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs</i> – Program expenditures – Authority to make recoverable expenditures in relation to the application of the <i>Canada Pension Plan</i> and the <i>Employment Insurance Act</i>	61,610,764	61,610,764
1	ATLANTIC CANADA OPPORTUNITIES AGENCY <i>Agence de promotion économique du Canada atlantique</i> – Operating expenditures – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i> , rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i> , to ministers of State who preside over ministries of State	68,395,032	
5	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions	223,992,801	292,387,833
1	ATOMIC ENERGY OF CANADA LIMITED <i>Énergie atomique du Canada limitée</i> – Payments to the corporation for operating and capital expenditures	1,253,935,845	1,253,935,845
1	CANADA COUNCIL FOR THE ARTS <i>Conseil des Arts du Canada</i> – Payments to the Council to be used for the furtherance of the objects set out in section 8 of the <i>Canada Council for the Arts Act</i>	362,644,295	362,644,295
1	CANADA MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION <i>Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> – Payments to reimburse the Corporation for the amounts of loans forgiven, grants, contributions and expenditures made, and losses, costs and expenses incurred, (a) under the <i>National Housing Act</i> ; or (b) in the course of the exercise of powers or the carrying out of duties or functions conferred on the Corporation under any other Act of Parliament, in accordance with the Corporation's authority under the <i>Canada Mortgage and Housing Corporation Act</i>	2,919,967,012	2,919,967,012
1	CANADA POST CORPORATION <i>Société canadienne des postes</i> – Payments to the Corporation for special purposes	22,210,000	22,210,000
1	CANADA SCHOOL OF PUBLIC SERVICE <i>École de la fonction publique du Canada</i> – Program expenditures	64,350,979	64,350,979

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
	CANADIAN ACCESSIBILITY STANDARDS DEVELOPMENT ORGANIZATION <i>Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité</i>		
1	– Operating expenditures	9,121,581	
5	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year	5,500,000	
	– Contributions		14,621,581
	CANADIAN AIR TRANSPORT SECURITY AUTHORITY <i>Administration canadienne de la sûreté du transport aérien</i>		
1	– Payments to the Authority for operating and capital expenditures	562,700,000	562,700,000
	CANADIAN BROADCASTING CORPORATION <i>Société Radio-Canada</i>		
1	– Payments to the Corporation for operating expenditures	1,101,551,846	
5	– Payments to the Corporation for working capital	4,000,000	
10	– Payments to the Corporation for capital expenditures	105,246,000	1,210,797,846
	CANADIAN CENTRE FOR OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY <i>Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</i>		
1	– Program expenditures	4,814,487	4,814,487
	CANADIAN DAIRY COMMISSION <i>Commission canadienne du lait</i>		
1	– Program expenditures	3,903,550	3,903,550
	CANADIAN ENERGY REGULATOR <i>Régie canadienne de l'énergie</i>		
1	– Program expenditures	71,327,662	
	– Contributions		
	– Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act		71,327,662
	CANADIAN FOOD INSPECTION AGENCY <i>Agence canadienne d'inspection des aliments</i>		
1	– Operating expenditures	567,849,922	
	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year		
	– Contributions		
5	– Capital expenditures	19,669,966	587,519,888
	CANADIAN GRAIN COMMISSION <i>Commission canadienne des grains</i>		
1	– Program expenditures	5,096,321	5,096,321
	CANADIAN HIGH ARCTIC RESEARCH STATION <i>Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique</i>		
1	– Program expenditures	29,453,623	
	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year		

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
	– Contributions		29,453,623
1	CANADIAN HUMAN RIGHTS COMMISSION <i>Commission canadienne des droits de la personne</i> – Program expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act	29,037,902	29,037,902
1 5	CANADIAN INSTITUTES OF HEALTH RESEARCH <i>Instituts de recherche en santé du Canada</i> – Operating expenditures – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year	57,931,295 1,150,267,928	1,208,199,223
1	CANADIAN INTERGOVERNMENTAL CONFERENCE SECRETARIAT <i>Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes</i> – Program expenditures	5,531,372	5,531,372
1	CANADIAN MUSEUM FOR HUMAN RIGHTS <i>Musée canadien des droits de la personne</i> – Payments to the Museum for operating and capital expenditures	25,502,953	25,502,953
1	CANADIAN MUSEUM OF HISTORY <i>Musée canadien de l'histoire</i> – Payments to the Museum for operating and capital expenditures	72,188,284	72,188,284
1	CANADIAN MUSEUM OF IMMIGRATION AT PIER 21 <i>Musée canadien de l'immigration du Quai 21</i> – Payments to the Museum for operating and capital expenditures	7,895,183	7,895,183
1	CANADIAN MUSEUM OF NATURE <i>Musée canadien de la nature</i> – Payments to the Museum for operating and capital expenditures	26,811,201	26,811,201
1 5	CANADIAN NORTHERN ECONOMIC DEVELOPMENT AGENCY <i>Agence canadienne de développement économique du Nord</i> – Operating expenditures – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions	17,365,446 45,339,219	62,704,665
1	CANADIAN NUCLEAR SAFETY COMMISSION <i>Commission canadienne de sûreté nucléaire</i> – Program expenditures – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions	40,522,928	40,522,928

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
1	CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION <i>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</i> – Program expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year under the <i>Telecommunications Fees Regulations, 2010</i> , the <i>Broadcasting Licence Fee Regulations, 1997</i> and the <i>Unsolicited Telecommunications Fees Regulations</i> , and other revenues that it receives in that fiscal year from activities related to the conduct of its operations, up to amounts approved by the Treasury Board	5,053,157	5,053,157
1	CANADIAN SECURITY INTELLIGENCE SERVICE <i>Service canadien du renseignement de sécurité</i> – Program expenditures	598,034,351	598,034,351
1	CANADIAN SPACE AGENCY <i>Agence spatiale canadienne</i> – Operating expenditures 5 – Capital expenditures 10 – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions	195,845,837 51,745,453 67,965,000	315,556,290
1	CANADIAN TOURISM COMMISSION <i>Commission canadienne du tourisme</i> – Payments to the Commission	95,665,913	95,665,913
1	CANADIAN TRANSPORTATION ACCIDENT INVESTIGATION AND SAFETY BOARD <i>Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports</i> – Program expenditures	30,034,773	30,034,773
1	CANADIAN TRANSPORTATION AGENCY <i>Office des transports du Canada</i> – Program expenditures	28,662,545	28,662,545
1	CIVILIAN REVIEW AND COMPLAINTS COMMISSION FOR THE ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE <i>Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada</i> – Program expenditures	9,284,989	9,284,989
1	COMMUNICATIONS SECURITY ESTABLISHMENT <i>Centre de la sécurité des télécommunications</i> – Program expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from its operations, including the provision of internal support services under section 29.2 of that Act	666,283,193	666,283,193

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
1	COPYRIGHT BOARD <i>Commission du droit d'auteur</i> <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="230 382 1057 413">– Program expenditures 	3,834,507	3,834,507
1	CORRECTIONAL SERVICE OF CANADA <i>Service correctionnel du Canada</i> <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="230 508 1057 540">– Operating expenditures <li data-bbox="230 551 1057 582">– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year <li data-bbox="230 593 1057 625">– Contributions <li data-bbox="230 635 1057 688">– Authority to deposit into the Inmate Welfare Fund revenue derived during the fiscal year from projects operated by inmates and financed by that Fund <li data-bbox="230 699 1057 751">– Authority to operate canteens in federal institutions and to deposit, during the fiscal year, revenue from sales into the Inmate Welfare Fund <li data-bbox="230 762 1057 846">– Payments, in accordance with terms and conditions prescribed by the Governor in Council, <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="287 815 1057 878">(a) to or on behalf of discharged inmates who suffer physical disability caused by participation in normal program activity in federal institutions; and <li data-bbox="287 889 1057 952">(b) to dependants of deceased inmates and discharged inmates whose deaths resulted from participation in normal program activity in federal institutions <li data-bbox="230 963 1057 1195">– Authority for the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness, subject to the approval of the Governor in Council, to enter into an agreement with any province for <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="287 1089 1057 1153">(a) the confinement in institutions of that province of any persons sentenced, committed or transferred to a penitentiary; <li data-bbox="287 1163 1057 1195">(b) compensation for the maintenance of such persons; and <li data-bbox="287 1205 1057 1237">(c) payment in respect of the construction and related costs of such institutions <li data-bbox="230 1205 1057 1438">– Capital expenditures, including <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="287 1269 1057 1353">(a) payments to <i>aboriginal communities</i>, as defined in section 79 of the <i>Corrections and Conditional Release Act</i>, in connection with the provision of correctional services under an agreement referred to in section 81 of that Act; and <li data-bbox="287 1364 1057 1448">(b) payments to non-profit organizations involved in community corrections operations, provinces and municipalities towards their respective construction costs 	2,145,688,776	187,796,912
			2,333,485,688
1	COURTS ADMINISTRATION SERVICE <i>Service administratif des tribunaux judiciaires</i> <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="230 1548 1057 1579">– Program expenditures 	85,028,677	85,028,677
1	DEPARTMENT FOR WOMEN AND GENDER EQUALITY <i>Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres</i> <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="230 1653 1057 1685">– Operating expenditures <li data-bbox="230 1695 1057 1864">– The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 	45,882,680	
5	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year	79,443,977	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
	<ul style="list-style-type: none"> – Contributions 		125,326,657
1	<p>DEPARTMENT OF AGRICULTURE AND AGRI-FOOD <i>Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from <ul style="list-style-type: none"> (a) collaborative research agreements and research services; (b) the grazing and breeding activities of the Community Pasture Program; (c) the administration of the AgriStability program; and (d) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 	593,829,089	
5	– Capital expenditures	39,930,131	
10	<ul style="list-style-type: none"> – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions 	431,713,100	
			1,065,472,320
1	<p>DEPARTMENT OF CANADIAN HERITAGE <i>Ministère du Patrimoine canadien</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from <ul style="list-style-type: none"> (a) the activities of the Canadian Conservation Institute, the Canadian Heritage Information Network and the Canadian Audio-Visual Certification Office; (b) activities undertaken under the Capital Experience Program; and (c) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 	203,230,981	
5	<ul style="list-style-type: none"> – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions 	1,304,800,333	
			1,508,031,314
1	<p>DEPARTMENT OF CITIZENSHIP AND IMMIGRATION <i>Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year from the provision of services related to International Experience Canada — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of those services – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less 	1,053,523,784	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
5 10	<p>than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State</p> <ul style="list-style-type: none"> – Capital expenditures – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions, including the provision of goods and services 	16,071,270 1,553,909,417 	2,623,504,471
1 5 10 L15	<p>DEPARTMENT OF CROWN-INDIGENOUS RELATIONS AND NORTHERN AFFAIRS <i>Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Expenditures on works, buildings and equipment – Authority to make expenditures — recoverable or otherwise — on work performed on property that is not federal property and on services provided in respect of that property – Authority to provide, in respect of Indian and Inuit economic development activities, for the capacity development for Indians and Inuit and the furnishing of materials and equipment – Authority to sell electric power to private consumers in remote locations when alternative local sources of supply are not available, in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State – Capital expenditures – Expenditures on buildings, works, land and equipment the operation, control and ownership of which <ul style="list-style-type: none"> (a) may be transferred to provincial governments on terms and conditions approved by the Governor in Council; or (b) may be transferred to Indian bands, groups of Indians or individual Indians at the discretion of the Minister of Crown-Indigenous Relations – Expenditures on buildings, works, land and equipment that are on other than federal property – Authority to make recoverable expenditures on roads and related works in amounts not exceeding the shares of provincial governments of expenditures – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions – Loans to Indigenous claimants in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council for the purpose of defraying costs related to research, development and negotiation of claims 	1,528,290,836 268,287 3,309,017,994 25,903,000 	4,863,480,117
1	<p>DEPARTMENT OF EMPLOYMENT AND SOCIAL DEVELOPMENT <i>Ministère de l'Emploi et du Développement social</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Authority to make recoverable expenditures in relation to the application of the <i>Canada Pension Plan</i> and the <i>Employment Insurance Act</i> 	803,327,617	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from <ul style="list-style-type: none"> (a) the provision of services to assist provinces in the administration of provincial programs funded under Labour Market Development Agreements; (b) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act; (c) any amount charged to a Crown corporation under paragraph 14(b) of the <i>Government Employees Compensation Act</i> in relation to the litigation costs for subrogated claims for Crown corporations; and (d) the portion of the <i>Government Employees Compensation Act</i> departmental or agency subrogated claim settlements related to litigation costs – The payment to each member of the Queen’s Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions 	3,021,375,616	3,824,703,233
1	DEPARTMENT OF FINANCE <i>Ministère des Finances</i> <ul style="list-style-type: none"> – Program expenditures – Contributions – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act – The payment to each member of the Queen’s Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State – Pursuant to subsection 8(2) of the <i>Bretton Woods and Related Agreements Act</i>, the amount of financial assistance provided by the Minister of Finance by way of direct payments to the International Development Association is not to exceed \$423,240,000 in the fiscal year 2020–21 	105,471,317	1
1	DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS <i>Ministère des Pêches et des Océans</i> <ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Canada’s share of expenses of the international fisheries commissions – Authority to provide free office accommodation for the international fisheries commissions – Authority to make recoverable advances in the amounts of the shares of the international fisheries commissions of joint cost projects – Authority to make recoverable advances for transportation, stevedoring and other shipping services performed for individuals, outside agencies and other governments in the course of, or arising out of, the exercise of jurisdiction in navigation, including aids to navigation and shipping – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year 	1,810,990,505	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> (a) in the course of, or arising from, the activities of the Canadian Coast Guard; and (b) from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act - The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State - Capital expenditures - Authority to make payments to provinces, municipalities and local or private authorities as contributions towards construction done by those bodies - Authority for the purchase and disposal of commercial fishing vessels 	776,767,843	
10	<ul style="list-style-type: none"> - The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year - Contributions 	714,236,395	
			3,301,994,743
1	<p>DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS, TRADE AND DEVELOPMENT <i>Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Operating expenditures, including those related to the appointment of Canada's representatives abroad, to the staff of those representatives, and to the assignment of Canadians to the staffs of international organizations - Authority to make recoverable advances to international organizations in amounts not exceeding the amounts of the shares of those organizations - Expenditures in respect of the provision of office accommodation for the International Civil Aviation Organization - Authority to make recoverable expenditures for assistance to and repatriation of distressed Canadian citizens and Canadian residents who are abroad, including their dependants - Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from <ul style="list-style-type: none"> (a) trade and education fairs; (b) departmental publications; and (c) the following services: <ul style="list-style-type: none"> (i) training services provided by the Canadian Foreign Service Institute, (ii) trade missions and other international business development services, (iii) investment development services, (iv) international telecommunication services, (v) other services provided abroad to other departments and to agencies, Crown corporations and non-federal organizations, and (vi) specialized consular services - The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State - Capital expenditures - The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year 	1,897,264,276	
5		113,830,264	
10		5,035,414,948	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
15	<ul style="list-style-type: none"> – Contributions, including payments for other specified purposes and for the provision of goods and services for <ul style="list-style-type: none"> (a) the promotion of trade and investment; and (b) international humanitarian assistance and assistance in relation to international security, international development and global peace 	71,024,000	
20	<ul style="list-style-type: none"> – Payments made <ul style="list-style-type: none"> (a) in respect of pension, insurance and social security programs or other arrangements for employees locally engaged outside of Canada; and (b) in respect of the administration of such programs or arrangements, including premiums, contributions, benefit payments, fees and other expenditures made in respect of such employees and for any other persons that the Treasury Board determines 	1	
L25	<ul style="list-style-type: none"> – Pursuant to subsection 12(2) of the <i>International Development (Financial Institutions) Assistance Act</i>, the amount of financial assistance provided by the Minister of Foreign Affairs, in consultation with the Minister of Finance, by way of direct payments for the purpose of contributions to the international financial institutions may not exceed \$250,684,323 in the fiscal year 2020–21 – Pursuant to subsection 12(2) of the <i>International Development (Financial Institutions) Assistance Act</i>, the amount of financial assistance provided by the Minister of Foreign Affairs, in consultation with the Minister of Finance, by way of the purchase of shares of international financial institutions may not exceed \$7,337,000 in United States dollars in the fiscal year 2020–21, which is estimated in Canadian dollars at \$10,640,000 	1	
L30	<ul style="list-style-type: none"> – Loans under paragraph 3(1)(a) of the <i>International Financial Assistance Act</i> 	60,500,000	7,178,033,490
1	DEPARTMENT OF HEALTH <i>Ministère de la Santé</i>		
5	<ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from <ul style="list-style-type: none"> (a) the provision of services or the sale of products related to health, to well-being and to regulatory activities; and (b) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act 	787,559,901	
10	<ul style="list-style-type: none"> – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State – Capital expenditures – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions, in the form of monetary payments or the provision of goods or services 	18,875,187 1,758,411,277	2,564,846,365
1	DEPARTMENT OF INDIGENOUS SERVICES <i>Ministère des Services aux Autochtones</i>		
	<ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Expenditures on works, buildings and equipment – Authority to make expenditures — recoverable or otherwise — on work performed on property that is not federal property and on services provided in respect of that property 	1,949,217,820	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> - Authority to provide, in respect of Indian and Inuit economic development activities, for the capacity development for Indians and Inuit and the furnishing of materials and equipment - Authority to sell electric power to private consumers in remote locations when alternative local sources of supply are not available, in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council - Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from <ul style="list-style-type: none"> (a) the provision of services or the sale of products related to health protection and medical services; and (b) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act - The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 	6,832,498	
10	<ul style="list-style-type: none"> - Capital expenditures - Expenditures on buildings, works, land and equipment the operation, control and ownership of which <ul style="list-style-type: none"> (a) may be transferred to provincial governments on terms and conditions approved by the Governor in Council; or (b) may be transferred to Indian bands, groups of Indians or individual Indians at the discretion of the Minister of Indigenous Services - Expenditures on buildings, works, land and equipment that are on other than federal property - Authority to make recoverable expenditures on roads and related works in amounts not exceeding the shares of provincial governments of expenditures - The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year - Contributions, in the form of monetary payments or the provision of goods or services 	10,741,544,381	12,697,594,699
1	DEPARTMENT OF INDUSTRY <i>Ministère de l'Industrie</i> <ul style="list-style-type: none"> - Operating expenditures - Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from <ul style="list-style-type: none"> (a) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act, and the provision of internal support services to the Canadian Intellectual Property Office; (b) activities and operations related to communications research at the Communications Research Centre; (c) services and insolvency processes under the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i> at the Office of the Superintendent of Bankruptcy; (d) activities and operations carried out by Corporations Canada under the <i>Canada Business Corporations Act</i>, the <i>Boards of Trade Act</i>, the <i>Canada Cooperatives Act</i> and the <i>Canada Not-for-profit Corporations Act</i>; and (e) services and regulatory processes for mergers and merger-related matters, including pre-merger notifications, advance ruling certificates and written opinions, under the <i>Competition Act</i> at the Competition Bureau - The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over 	459,957,408	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
	a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i> , rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i> , to ministers of State who preside over ministries of State		
5	– Capital expenditures	7,433,000	
10	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year	2,389,191,705	
	– Contributions		
L15	– Payments under subsection 14(2) of the <i>Department of Industry Act</i>	300,000	
L20	– Loans under paragraph 14(1)(a) of the <i>Department of Industry Act</i>	500,000	
			2,857,382,113
	DEPARTMENT OF JUSTICE <i>Ministère de la Justice</i>		
1	– Operating expenditures	262,288,103	
	– Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from		
	(a) the provision of mandatory legal services to federal departments and agencies;		
	(b) the provision to Crown corporations, non-federal organizations and international organizations of optional legal services that are consistent with the Department's mandate; and		
	(c) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act		
	– The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i> , rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i> , to ministers of State who preside over ministries of State		
5	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year	430,219,581	
	– Contributions		
			692,507,684
	DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE <i>Ministère de la Défense nationale</i>		
1	– Operating expenditures	16,092,770,343	
	– Authority for total commitments, subject to allotment by the Treasury Board, of \$35,739,116,105 for the purposes of Votes 1, 5 and 10 of the Department regardless of the year in which the payment of those commitments comes due (of which it is estimated that \$14,006,026,264 will come due for payment in future years)		
	– Authority, subject to the direction of the Treasury Board, to make recoverable expenditures or advances in respect of materials supplied to, or services performed on behalf of, individuals, corporations, outside agencies, other federal departments and agencies and other governments		
	– Payments		
	(a) in respect of pension, insurance and social security programs or other arrangements for employees locally engaged outside of Canada; and		
	(b) in respect of the administration of such programs or arrangements, including premiums, contributions, benefit payments, fees and other expenditures made in respect of such employees and for any other persons that the Treasury Board determines		
	– Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year,		

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
5 10 15	<ul style="list-style-type: none"> - including from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act - The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State - Capital expenditures - The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year and contributions, which grants and contributions may include <ul style="list-style-type: none"> (a) monetary payments or, in lieu of payment made to a recipient, <ul style="list-style-type: none"> (i) the provision of goods or services, or (ii) the provision of the use of facilities; and (b) the contributions that may be approved by the Governor in Council in accordance with section 3 of <i>The Defence Appropriation Act, 1950</i> <ul style="list-style-type: none"> (i) for the provision or transfer of defence equipment, (ii) for the provision of services for defence purposes, or (iii) for the provision or transfer of supplies or facilities for defence purposes - Payments <ul style="list-style-type: none"> (a) in respect of insurance and benefit programs or other arrangements for members of the Regular Force and the Reserve Force of the Canadian Forces; and (b) in respect of the administration of such programs or arrangements, including premiums, contributions, benefit payments, fees and other expenditures made in respect of such members and for any other persons that the Treasury Board determines 	5,087,481,766 209,436,939 423,388,673	21,813,077,721
1 5 10	DEPARTMENT OF NATURAL RESOURCES <i>Ministère des Ressources naturelles</i> <ul style="list-style-type: none"> - Operating expenditures - Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from <ul style="list-style-type: none"> (a) the sale of forestry and information products; (b) the issue of licences, permits and certificates under the <i>Explosives Act</i> and the <i>Explosives Regulations, 2013</i>; (c) training and certification activities related to the Act and Regulations referred to in paragraph (b); (d) research, consultation, testing, analysis and administration services and research products as part of the departmental operations; and (e) the provision of internal support services under section 29.2 of the <i>Financial Administration Act</i> - The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State - Capital expenditures - The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year - Contributions 	556,830,962 11,608,000 448,124,943	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
			1,016,563,905
1	DEPARTMENT OF PUBLIC SAFETY AND EMERGENCY PREPAREDNESS <i>Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile</i> – Operating expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year including from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i> , rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i> , to ministers of State who preside over ministries of State 5 – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions	143,921,366 565,749,061 709,670,427	
1	DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES <i>Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux</i> – Operating expenditures for the provision of accommodation, common and central services – Authority to make recoverable expenditures in relation to the application of the <i>Canada Pension Plan</i> , the <i>Employment Insurance Act</i> and the <i>Seized Property Management Act</i> – Authority to expend revenues that it receives during the fiscal year arising from the provision of accommodation, common and central services – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year including from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i> , rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i> , to ministers of State who preside over ministries of State 5 – Capital expenditures including expenditures on works other than federal property – Authority to reimburse lessees of federal real property or federal immovables for improvements authorized by the Minister of Public Works and Government Services	2,316,072,146 1,587,143,543 3,903,215,689	
1	DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT <i>Ministère de l'Environnement</i> – Operating expenditures – Authority for the Minister of the Environment to engage consultants as required by different Boards at the remuneration that those Boards determine – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act and from the provision of services, the sale of information products, the collection of entrance fees, the granting of leases or the issuance of licenses or other authorizations, including (a) research, analysis and scientific services;	858,313,855	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> (b) hydrometric surveys; (c) regulatory services; (d) monitoring services, including monitoring services with respect to the oil sands; (e) fees for entry to federal real property or federal immovables; (f) permits; and (g) services in respect of federal real property or federal immovables, including the granting of surface leases to oil and gas companies and the issuance of licences for grazing - The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 	89,793,534	
10	<ul style="list-style-type: none"> - Capital expenditures - Authority to make payments to provinces and municipalities as contributions towards construction done by those bodies - Authority to make recoverable advances not exceeding the amount of the shares of provincial and outside agencies of the cost of joint projects including expenditures on other than federal property - The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year - Contributions, including ones to developing countries by way of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol taking the form of monetary payments or the provision of goods, equipment or services 	829,881,990	
			1,777,989,379
1	DEPARTMENT OF TRANSPORT <i>Ministère des Transports</i> <ul style="list-style-type: none"> - Operating expenditures - Authority to make expenditures on other than federal property in the course of, or arising out of the exercise of jurisdiction in, aeronautics - Authority for the payment of commissions for revenue collection under the <i>Aeronautics Act</i> - Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year including from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act - The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 	726,021,429	
5	<ul style="list-style-type: none"> - Capital expenditures 	150,604,973	
10	Grants and contributions – Efficient Transportation System <ul style="list-style-type: none"> - The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year - Contributions 	617,297,513	
15	Grants and contributions – Green and Innovative Transportation System <ul style="list-style-type: none"> - The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year - Contributions 	133,823,550	
20	Grants and contributions – Safe and Secure Transportation System <ul style="list-style-type: none"> - The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year 	40,197,681	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
	- Contributions		1,667,945,146
1	DEPARTMENT OF VETERANS AFFAIRS <i>Ministère des Anciens Combattants</i> - Operating expenditures - Expenditures related to the upkeep of real property or immovable property, including engineering and other investigatory planning expenses that do not add tangible value to the property, payment of taxes, insurance and public utilities - Expenditures related to, subject to the approval of the Governor in Council, (a) necessary remedial work on properties constructed under individual firm price contracts and sold under the <i>Veterans' Land Act</i> (R.S.C. 1970, c. V-4), to correct defects for which neither the veteran nor the contractor may be held financially responsible; and (b) other work on other properties that is required to protect the Director's interest or right in those properties - The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i> , rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i> , to ministers of State who preside over ministries of State	1,158,864,928	
5	- The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year; however, the amount listed for any grant may be increased or decreased, subject to the approval of the Treasury Board - Contributions	4,044,621,627	5,203,486,555
1	DEPARTMENT OF WESTERN ECONOMIC DIVERSIFICATION <i>Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</i> - Operating expenditures - The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i> , rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i> , to ministers of State who preside over ministries of State	42,274,210	
5	- The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year - Contributions	228,161,383	270,435,593
1	ECONOMIC DEVELOPMENT AGENCY OF CANADA FOR THE REGIONS OF QUEBEC <i>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</i> - Operating expenditures - The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i> , rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i> , to ministers of State who preside over ministries of State	40,468,977	
5	- The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year - Contributions	255,628,788	296,097,765

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
1	FEDERAL ECONOMIC DEVELOPMENT AGENCY FOR SOUTHERN ONTARIO <i>Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario</i>		
5	<ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions 	30,390,354 218,183,579 248,573,933	
1	FINANCIAL TRANSACTIONS AND REPORTS ANALYSIS CENTRE OF CANADA <i>Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada</i>		
	<ul style="list-style-type: none"> – Program expenditures 	51,189,193 51,189,193	
1	HOUSE OF COMMONS <i>Chambre des communes</i>		
	<ul style="list-style-type: none"> – Program expenditures, including payments in respect of the cost of operating Members' constituency offices – Contributions – Authority to expend revenues that it receives during the fiscal year arising from its activities 	360,043,935 360,043,935	
1	IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD <i>Commission de l'immigration et du statut de réfugié</i>		
	<ul style="list-style-type: none"> – Program expenditures 	254,185,563 254,185,563	
1	IMPACT ASSESSMENT AGENCY OF CANADA <i>Agence canadienne d'évaluation d'impact</i>		
	<ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from <ul style="list-style-type: none"> (a) the conduct of assessments by a review panel; (b) the provision of training; and (c) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act 	51,710,081 	
5	<ul style="list-style-type: none"> – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions 	18,939,140 70,649,221	
1	INTERNATIONAL DEVELOPMENT RESEARCH CENTRE <i>Centre de recherches pour le développement international</i>		
	<ul style="list-style-type: none"> – Payments to the Centre 	141,848,784 141,848,784	
1	INTERNATIONAL JOINT COMMISSION (CANADIAN SECTION) <i>Commission mixte internationale (section canadienne)</i>		
	<ul style="list-style-type: none"> – Program expenditures – Expenses of the Canadian Section, including salaries – Expenses of studies, surveys and investigations by the Commission under International References – Expenses of the Commission under the Canada-United States Great Lakes Water Quality Agreement 	11,682,786 11,682,786	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
1	INVEST IN CANADA HUB <i>Investir au Canada</i> – Program expenditures	34,291,556	34,291,556
1	LEADERS' DEBATES COMMISSION <i>Commission des débats des chefs</i> – Program expenditures	1	1
1	LIBRARY AND ARCHIVES OF CANADA <i>Bibliothèque et Archives du Canada</i> – Operating expenditures – Contributions – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from (a) the provision of access to the collection and the reproduction of materials from the collection; and (b) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act	103,336,627	
5	– Capital expenditures	21,753,850	125,090,477
1	LIBRARY OF PARLIAMENT <i>Bibliothèque du Parlement</i> – Program expenditures – Authority to expend revenues that it receives in the fiscal year arising from its activities	47,955,217	47,955,217
1	MARINE ATLANTIC INC. <i>Marine Atlantique S.C.C.</i> – Payments to the corporation in respect of the costs of its management – Payments to the corporation for capital expenditures – Payments to the corporation for transportation services, including the water transportation services between Nova Scotia and Newfoundland and Labrador and related vessels, terminals and infrastructure	55,675,667	55,675,667
1	MILITARY GRIEVANCES EXTERNAL REVIEW COMMITTEE <i>Comité externe d'examen des griefs militaires</i> – Program expenditures	6,270,103	6,270,103
1	MILITARY POLICE COMPLAINTS COMMISSION <i>Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire</i> – Program expenditures	4,372,131	4,372,131
1	NATIONAL ARTS CENTRE CORPORATION <i>Société du Centre national des Arts</i> – Payments to the Corporation for operating expenditures	35,270,142	35,270,142
1	NATIONAL CAPITAL COMMISSION <i>Commission de la capitale nationale</i> – Payments to the Commission for operating expenditures	66,609,096	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
5	– Payments to the Commission for capital expenditures	23,749,549	90,358,645
1	NATIONAL FILM BOARD <i>Office national du film</i> – Program expenditures	64,891,409	64,891,409
1	NATIONAL GALLERY OF CANADA <i>Musée des beaux-arts du Canada</i>		
1	– Payments to the Gallery for operating and capital expenditures	38,673,922	
5	– Payments to the Gallery for the acquisition of objects for the collection and related costs	8,000,000	46,673,922
1	NATIONAL MUSEUM OF SCIENCE AND TECHNOLOGY <i>Musée national des sciences et de la technologie</i>		
1	– Payments to the Museum for operating and capital expenditures	30,567,380	30,567,380
1	NATIONAL RESEARCH COUNCIL OF CANADA <i>Conseil national de recherches du Canada</i>		
1	– Operating expenditures	454,716,057	
5	– Capital expenditures	56,400,030	
10	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year	461,135,770	
	– Contributions, including the provision of goods and services for the international Thirty Meter Telescope Observatory		972,251,857
1	NATIONAL SECURITY AND INTELLIGENCE REVIEW AGENCY SECRETARIAT <i>Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement</i>		
1	– Program expenditures	22,801,056	22,801,056
1	NATURAL SCIENCES AND ENGINEERING RESEARCH COUNCIL <i>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</i>		
1	– Operating expenditures	54,411,479	
5	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year	1,304,972,077	1,359,383,556
1	NORTHERN PIPELINE AGENCY <i>Administration du pipe-line du Nord</i>		
1	– Program expenditures	1,055,000	
	– Contributions		1,055,000
1	OFFICE OF INFRASTRUCTURE OF CANADA <i>Bureau de l'infrastructure du Canada</i>		
1	– Operating expenditures	140,524,931	
	– The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i> , rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i> , to ministers of State who preside over ministries of State		
5	– Capital expenditures	32,589,953	
10	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year	5,509,279,924	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
	– Contributions		5,682,394,808
1	OFFICE OF THE AUDITOR GENERAL <i>Bureau du vérificateur général</i> – Program expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from (a) the provision of audit professional services to members of the Canadian Council of Legislative Auditors; and (b) the inquiries conducted under section 11 of the <i>Auditor General Act</i>	78,084,524	78,084,524
1	OFFICE OF THE CHIEF ELECTORAL OFFICER <i>Bureau du directeur général des élections</i> – Program expenditures	48,225,193	48,225,193
1	OFFICE OF THE COMMISSIONER FOR FEDERAL JUDICIAL AFFAIRS <i>Bureau du commissaire à la magistrature fédérale</i> – Operating expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of administrative services and judicial training services – Remuneration, allowances and expenses for judges, including deputy judges of the Supreme Court of Yukon, the Supreme Court of the Northwest Territories and the Nunavut Court of Justice, not provided for by the <i>Judges Act</i>	9,452,925	9,452,925
5	– Operating expenditures — Canadian Judicial Council	2,079,634	11,532,559
1	OFFICE OF THE COMMISSIONER OF LOBBYING <i>Commissariat au lobbying</i> – Program expenditures	4,115,166	4,115,166
1	OFFICE OF THE COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES <i>Commissariat aux langues officielles</i> – Program expenditures	19,298,567	19,298,567
1	OFFICE OF THE CONFLICT OF INTEREST AND ETHICS COMMISSIONER <i>Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique</i> – Program expenditures	6,714,503	6,714,503
1	OFFICE OF THE CORRECTIONAL INVESTIGATOR OF CANADA <i>Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada</i> – Program expenditures	4,735,703	4,735,703
1	OFFICE OF THE DIRECTOR OF PUBLIC PROSECUTIONS <i>Bureau du directeur des poursuites pénales</i> – Program expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from (a) the provision of prosecution and prosecution-related services;	181,447,273	181,447,273

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
	(b) the provision to Crown corporations, non-federal organizations and international organizations of optional prosecution and prosecution-related services that are consistent with the Office's mandate; and (c) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act		181,447,273
1	OFFICE OF THE GOVERNOR GENERAL'S SECRETARY <i>Bureau du secrétaire du gouverneur général</i> – Program expenditures – Expenditures incurred for former Governors General, including those incurred for their spouses, during their lifetimes and for a period of six months following their deaths, in respect of the performance of activities which devolve on them as a result of their having occupied the office of Governor General	20,021,968	20,021,968
1	OFFICE OF THE INTELLIGENCE COMMISSIONER <i>Bureau du commissaire au renseignement</i> – Program expenditures	1,974,788	1,974,788
1	OFFICE OF THE PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER <i>Bureau du directeur parlementaire du budget</i> – Program expenditures	6,520,482	6,520,482
1	OFFICE OF THE PUBLIC SECTOR INTEGRITY COMMISSIONER <i>Commissariat à l'intégrité du secteur public</i> – Program expenditures – Contributions	5,045,978	5,045,978
1	OFFICE OF THE SENATE ETHICS OFFICER <i>Bureau du conseiller sénatorial en éthique</i> – Program expenditures	1,231,278	1,231,278
1	OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF FINANCIAL INSTITUTIONS <i>Bureau du surintendant des institutions financières</i> – Program expenditures	1,211,251	1,211,251
1 5	OFFICES OF THE INFORMATION AND PRIVACY COMMISSIONERS OF CANADA <i>Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada</i> – Program expenditures – Office of the Information Commissioner – Program expenditures – Office of the Privacy Commissioner – Contributions – Office of the Privacy Commissioner – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year – in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year – revenues that it receives in that fiscal year from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act	11,641,325	38,206,675
1	PARLIAMENTARY PROTECTIVE SERVICE <i>Service de protection parlementaire</i> – Program expenditures – Authority to expend revenues that it receives during the fiscal year arising from its activities	83,452,443	83,452,443

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
1	PAROLE BOARD OF CANADA <i>Commission des libérations conditionnelles du Canada</i> <ul style="list-style-type: none"> – Program expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of services to process record suspension applications for persons convicted of offences under federal Acts and regulations 	41,877,803	41,877,803
1	PATENTED MEDICINE PRICES REVIEW BOARD <i>Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés</i> <ul style="list-style-type: none"> – Program expenditures 	16,508,147	16,508,147
1	PRIVY COUNCIL OFFICE <i>Bureau du Conseil privé</i> <ul style="list-style-type: none"> – Program expenditures, including <ul style="list-style-type: none"> (a) operating expenditures of Commissions of Inquiry not otherwise provided for; (b) contributions in respect of costs incurred by persons appearing before Commissions of Inquiry; and (c) the operation of the Prime Minister's residence – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from <ul style="list-style-type: none"> (a) the provision of intelligence analysis training; and (b) the provision of internal support services under section 29.2 of that Act – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i>, rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i>, to ministers of State who preside over ministries of State 	148,367,516	148,367,516
1	PUBLIC HEALTH AGENCY OF CANADA <i>Agence de la santé publique du Canada</i> <ul style="list-style-type: none"> – Operating expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the sale of products, the provision of inspection services and the provision of internal support services under section 29.2 of that Act 	341,293,425	
5	– Capital expenditures	6,798,000	
10	<ul style="list-style-type: none"> – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions 	250,789,983	598,881,408
1	PUBLIC SERVICE COMMISSION <i>Commission de la fonction publique</i> <ul style="list-style-type: none"> – Program expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i>, to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs 	78,358,024	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
	in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of staffing, assessment and counselling services and products and the provision of internal support services under section 29.2 of that Act		78,358,024
1	REGISTRAR OF THE SUPREME COURT OF CANADA <i>Registraire de la Cour suprême du Canada</i> – Program expenditures	26,438,911	26,438,911
1	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE <i>Gendarmerie royale du Canada</i> – Operating expenditures	2,610,780,627	
1	– Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year including from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act		
5	– Capital expenditures	249,275,558	
10	– The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year; however, the amount listed for any grant may be increased or decreased, subject to the approval of the Treasury Board	195,339,283	
	– Contributions		3,055,395,468
1	ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE EXTERNAL REVIEW COMMITTEE <i>Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada</i> – Program expenditures	2,894,153	2,894,153
1	SECRETARIAT OF THE NATIONAL SECURITY AND INTELLIGENCE COMMITTEE OF PARLIAMENTARIANS <i>Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement</i> – Program expenditures	3,331,078	3,331,078
1	SENATE <i>Sénat</i> – Program expenditures, including payments in respect of the cost of operating Senators' offices and an allowance in lieu of residence to the Speaker of the Senate	79,715,174	
	– Contributions		
	– Authority to expend revenues that it receives during the fiscal year arising from its activities		79,715,174
1	SHARED SERVICES CANADA <i>Services partagés Canada</i> – Operating expenditures	1,674,997,553	
	– Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year from the provision of information technology services under the <i>Shared Services Canada Act</i> — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of those services		
5	– Capital expenditures	286,370,379	
	– Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset capital expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from		

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
	the provision of information technology services under the <i>Shared Services Canada Act</i>		1,961,367,932
1 5	SOCIAL SCIENCES AND HUMANITIES RESEARCH COUNCIL <i>Conseil de recherches en sciences humaines</i> – Operating expenditures – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year	34,825,266 938,395,419	973,220,685
1	STANDARDS COUNCIL OF CANADA <i>Conseil canadien des normes</i> – Payments to the Council that are referred to in paragraph 5(a) of the <i>Standards Council of Canada Act</i>	18,321,000	18,321,000
1	STATISTICS CANADA <i>Statistique Canada</i> – Program expenditures – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset related expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year including from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act	539,369,331	539,369,331
1	TELEFILM CANADA <i>Téléfilm Canada</i> – Payments to the corporation to be used for the purposes set out in the <i>Telefilm Canada Act</i>	101,878,949	101,878,949
1	THE JACQUES-CARTIER AND CHAMPLAIN BRIDGES INC. <i>Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.</i> – Payments to the corporation to be applied in payment of the excess of its expenditures over its revenues (exclusive of depreciation on capital structures and reserves) in the operation of the Jacques-Cartier and Champlain Bridges, the Champlain Bridge Ice Control Structure, the Melocheville Tunnel, the île des Soeurs Bypass Bridge and the federal sections of the Honoré Mercier Bridge and of the Bonaventure Expressway	327,620,136	327,620,136
1	THE NATIONAL BATTLEFIELDS COMMISSION <i>Commission des champs de bataille nationaux</i> – Program expenditures	6,557,243	6,557,243
1	TREASURY BOARD SECRETARIAT <i>Secrétariat du Conseil du Trésor</i> – Program expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from the provision of internal support services under section 29.2 of that Act and from its other activities – The payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a minister without portfolio, or a minister of State who does not preside over a ministry of State, of a salary — paid annually or pro rata for any period less than a year — that does not exceed the salary paid under the <i>Salaries Act</i> ,	254,165,851	

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
5	rounded down to the nearest hundred dollars under section 67 of the <i>Parliament of Canada Act</i> , to ministers of State who preside over ministries of State	750,000,000	
5	Government Contingencies <ul style="list-style-type: none"><li data-bbox="230 424 1057 481">– Authority granted to the Treasury Board to supplement any other appropriation<li data-bbox="230 481 1057 635">– Authority granted to the Treasury Board to provide for miscellaneous, urgent or unforeseen expenditures not otherwise provided for — including for the provision of new grants and contributions or for increases to the amounts of grants listed in any of the Estimates for the fiscal year — as long as those expenditures are within the legal mandate of the departments or other organizations for which they are made<li data-bbox="230 635 1057 692">– Authority to reuse any sums allotted and repaid to this appropriation from other appropriations	750,000,000	
10	Government-wide Initiatives <ul style="list-style-type: none"><li data-bbox="230 692 1057 804">– Authority granted to the Treasury Board to supplement any other appropriation for the fiscal year in support of the implementation of strategic management initiatives in the federal public administration	31,030,279	
20	Public Service Insurance <ul style="list-style-type: none"><li data-bbox="230 804 1057 973">– Payments, in respect of insurance, pension or benefit programs or other arrangements, or in respect of the administration of such programs or arrangements, including premiums, contributions, benefits, fees and other expenditures made in respect of the federal public administration, or any part of it, and in respect of any other persons that the Treasury Board determines<li data-bbox="230 973 1057 1100">– Authority to expend any revenues or other amounts that it receives in respect of insurance, pension or benefit programs or other arrangements<ul style="list-style-type: none"><li data-bbox="295 1051 1057 1100">(a) to offset premiums, contributions, benefits, fees and other expenditures in respect of those programs or arrangements; and<li data-bbox="295 1100 1057 1163">(b) to provide for the return to eligible employees of the premium refund under subsection 96(3) of the <i>Employment Insurance Act</i>	2,171,215,724	
25	Operating Budget Carry Forward <ul style="list-style-type: none"><li data-bbox="230 1163 1057 1290">– Authority granted to the Treasury Board to supplement any other appropriation for the fiscal year by reason of the operating budget carry forward from the previous fiscal year	1,600,000,000	
30	Paylist Requirements <ul style="list-style-type: none"><li data-bbox="230 1290 1057 1579">– Authority granted to the Treasury Board to supplement any other appropriation for the fiscal year for<ul style="list-style-type: none"><li data-bbox="295 1396 1057 1431">(a) requirements related to parental and maternity allowances;<li data-bbox="295 1431 1057 1467">(b) entitlements on cessation of service or employment; and<li data-bbox="295 1467 1057 1579">(c) adjustments that have not been provided from Vote 15, Compensation Adjustments, made to terms and conditions of service or employment of the federal public administration, including the Royal Canadian Mounted Police, as well as of members of the Canadian Forces	600,000,000	
35	Capital Budget Carry Forward <ul style="list-style-type: none"><li data-bbox="230 1579 1057 1712">– Authority granted to the Treasury Board to supplement any other appropriation for the fiscal year by reason of the capital budget carry forward from the previous fiscal year	600,000,000	
1	VETERANS REVIEW AND APPEAL BOARD <i>Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</i> <ul style="list-style-type: none"><li data-bbox="230 1797 1057 1833">– Program expenditures	9,660,535	9,660,535

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
1	VIA RAIL CANADA INC. <i>VIA Rail Canada Inc.</i> – Payments to the corporation in respect of the costs of its management – Payments to the corporation for capital expenditures – Payments to the corporation for the provision of rail passenger services in Canada in accordance with contracts entered into pursuant to subparagraph (c)(i) of Transport Vote 52d, <i>Appropriation Act No. 1, 1977</i>	546,909,001	546,909,001
1	WINDSOR-DETROIT BRIDGE AUTHORITY <i>Autorité du pont Windsor-Détroit</i> – Payments to the Authority for the discharge of its mandate consistent with its Letters Patent and the Canada-Michigan Crossing Agreement	778,634,323	778,634,323
			118,734,503,548

ANNEXE 1

D'après le Budget principal des dépenses 2020-2021, la somme accordée est de 24 674 249 120 \$, soit le total des montants des postes figurant à la présente annexe (118 734 503 548 \$), moins le total des crédits provisoires accordés à l'égard de ces postes par la *Loi de crédits n° 1 pour 2020-2021* (42 294 700 170 \$) et par la *Loi de crédits n° 2 pour 2020-2021* (51 765 554 258 \$).

Sommes accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021 et fins auxquelles elles sont accordées.

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1	ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN <i>Canadian Air Transport Security Authority</i> – Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	562 700 000	562 700 000
1	ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD <i>Northern Pipeline Agency</i> – Dépenses du programme – Contributions	1 055 000	1 055 000
1	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD <i>Canadian Northern Economic Development Agency</i> – Dépenses de fonctionnement 5 – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	17 365 446 45 339 219	62 704 665
1	AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION D'IMPACT <i>Impact Assessment Agency of Canada</i> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit: a) la réalisation d'évaluations par une commission; b) la formation; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. 5 – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	51 710 081 18 939 140	70 649 221
1	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS <i>Canadian Food Inspection Agency</i> – Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 5 – Dépenses en capital	567 849 922 19 669 966	587 519 888
1	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC <i>Economic Development Agency of Canada for the Regions of Quebec</i> – Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État,	40 468 977	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
5	d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	255 628 788	296 097 765
1	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA <i>Public Health Agency of Canada</i> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	341 293 425	
5	– Dépenses en capital	6 798 000	
10	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	250 789 983	598 881 408
1	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE <i>Atlantic Canada Opportunities Agency</i> – Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	68 395 032	
5	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	223 992 801	292 387 833
1	AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L'ONTARIO <i>Federal Economic Development Agency for Southern Ontario</i> – Dépenses de fonctionnement	30 390 354	
5	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	218 183 579	248 573 933
1	AGENCE SPATIALE CANADIENNE <i>Canadian Space Agency</i> – Dépenses de fonctionnement	195 845 837	
5	– Dépenses en capital	51 745 453	
10	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	67 965 000	315 556 290

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1	AUTORITÉ DU PONT WINDSOR-DÉTROIT <i>Windsor-Detroit Bridge Authority</i> – Paiements à l'Autorité pour l'exécution de son mandat, conformément à ses lettres patentes et à l'Accord sur le passage Canada-Michigan	778 634 323	778 634 323
1	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT <i>Library of Parliament</i> – Dépenses du programme – Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	47 955 217	47 955 217
1	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA <i>Library and Archives of Canada</i> – Dépenses de fonctionnement – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits d'accès à la collection et les frais de reproduction d'éléments de celle-ci; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.	103 336 627	
5	– Dépenses en capital	21 753 850	125 090 477
1	BUREAU CANADIEN D'ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE TRANSPORT ET DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS <i>Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board</i> – Dépenses du programme	30 034 773	30 034 773
1	BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL DU CANADA <i>Office of the Correctional Investigator of Canada</i> – Dépenses du programme	4 735 703	4 735 703
1	BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA <i>Office of Infrastructure of Canada</i> – Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	140 524 931	
5	– Dépenses en capital	32 589 953	
10	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	5 509 279 924	
			5 682 394 808
1	BUREAU DU COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE <i>Office of the Commissioner for Federal Judicial Affairs</i> – Dépenses de fonctionnement	9 452 925	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services administratifs et de la formation judiciaire – Traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> – Dépenses de fonctionnement — Conseil canadien de la magistrature 	2 079 634	11 532 559
1	BUREAU DU COMMISSAIRE AU RENSEIGNEMENT <i>Office of the Intelligence Commissioner</i> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme 	1 974 788	1 974 788
1	BUREAU DU COMMISSAIRE AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS ET À L'ÉTHIQUE <i>Office of the Conflict of Interest and Ethics Commissioner</i> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme 	6 714 503	6 714 503
1	BUREAU DU CONSEILLER SÉNATORIAL EN ÉTHIQUE <i>Office of the Senate Ethics Officer</i> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme 	1 231 278	1 231 278
1	BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ <i>Privy Council Office</i> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme, y compris : <ul style="list-style-type: none"> a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues; b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaissant devant des commissions d'enquête; c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre. – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) la formation en matière d'analyse du renseignement; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	148 367 516	148 367 516
1	BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES <i>Office of the Director of Public Prosecutions</i> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : 	181 447 273	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	a) les services de poursuites et les services connexes; b) les services de poursuites et les services connexes — conformes au mandat du Bureau — fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		181 447 273
1	BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS <i>Office of the Chief Electoral Officer</i> – Dépenses du programme	48 225 193	48 225 193
1	BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET <i>Office of the Parliamentary Budget Officer</i> – Dépenses du programme	6 520 482	6 520 482
1	BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL <i>Office of the Governor General's Secretary</i> – Dépenses du programme – Dépenses relatives aux anciens gouverneurs généraux, y compris celles relatives à leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, en lien avec l'exercice des attributions qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	20 021 968	20 021 968
1	BUREAU DU SURINTENDANT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES <i>Office of the Superintendent of Financial Institutions</i> – Dépenses du programme	1 211 251	1 211 251
1	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL <i>Office of the Auditor General</i> – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit: a) les services professionnels de vérification aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs; b) les enquêtes effectuées au titre de l'article 11 de la <i>Loi sur le vérificateur général</i> .	78 084 524	78 084 524
1	CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL <i>Canadian Centre for Occupational Health and Safety</i> – Dépenses du programme	4 814 487	4 814 487
1	CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA <i>Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada</i> – Dépenses du programme	51 189 193	51 189 193
1	CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS <i>Communications Security Establishment</i> – Dépenses du programme	666 283 193	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<ul style="list-style-type: none"> - Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 		666 283 193
1	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL <i>International Development Research Centre</i> <ul style="list-style-type: none"> - Paiements au Centre 	141 848 784	141 848 784
1	CHAMBRE DES COMMUNES <i>House of Commons</i> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés - Contributions - Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités 	360 043 935	360 043 935
1	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA <i>Royal Canadian Mounted Police External Review Committee</i> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses du programme 	2 894 153	2 894 153
1	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DES GRIEFS MILITAIRES <i>Military Grievances External Review Committee</i> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses du programme 	6 270 103	6 270 103
1	COMMISSARIAT À L'INTÉGRITÉ DU SECTEUR PUBLIC <i>Office of the Public Sector Integrity Commissioner</i> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses du programme - Contributions 	5 045 978	5 045 978
1	COMMISSARIAT AU LOBBYING <i>Office of the Commissioner of Lobbying</i> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses du programme 	4 115 166	4 115 166
1	COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES <i>Office of the Commissioner of Official Languages</i> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses du programme 	19 298 567	19 298 567
1	COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA <i>Offices of the Information and Privacy Commissioners of Canada</i> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses du programme — Commissariat à l'information - Dépenses du programme — Commissariat à la protection de la vie privée - Contributions — Commissariat à la protection de la vie privée - Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	11 641 325 26 565 350	38 206 675

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1	COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE <i>Canadian Human Rights Commission</i> – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	29 037 902 29 037 902	
1	COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS <i>Canadian Grain Commission</i> – Dépenses du programme	5 096 321 5 096 321	
1	COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE <i>Canadian Nuclear Safety Commission</i> – Dépenses du programme – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	40 522 928 40 522 928	
1	COMMISSION CANADIENNE DU LAIT <i>Canadian Dairy Commission</i> – Dépenses du programme	3 903 550 3 903 550	
1	COMMISSION CANADIENNE DU TOURISME <i>Canadian Tourism Commission</i> – Paiements à la Commission	95 665 913 95 665 913	
1	COMMISSION CIVILE D'EXAMEN ET DE TRAITEMENT DES PLAINTES RELATIVES À LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA <i>Civilian Review and Complaints Commission for the Royal Canadian Mounted Police</i> – Dépenses du programme	9 284 989 9 284 989	
1	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE <i>National Capital Commission</i> – Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement – Paiements à la Commission pour les dépenses en capital	66 609 096 23 749 549 90 358 645	
1	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE <i>Public Service Commission</i> – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la fourniture de produits et services de dotation, d'évaluation et de counseling et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	78 358 024 78 358 024	
1	COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ <i>Immigration and Refugee Board</i> – Dépenses du programme	254 185 563 254 185 563	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1	COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX <i>The National Battlefields Commission</i> – Dépenses du programme	6 557 243	6 557 243
1	COMMISSION DES DÉBATS DES CHEFS <i>Leaders' Debates Commission</i> – Dépenses du programme	1	1
1	COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA <i>Parole Board of Canada</i> – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services visant le traitement des demandes de suspension du casier présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou règlements fédéraux	41 877 803	41 877 803
1	COMMISSION D'EXAMEN DES PLAINTES CONCERNANT LA POLICE MILITAIRE <i>Military Police Complaints Commission</i> – Dépenses du programme	4 372 131	4 372 131
1	COMMISSION DU DROIT D'AUTEUR <i>Copyright Board</i> – Dépenses du programme	3 834 507	3 834 507
1	COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE (SECTION CANADIENNE) <i>International Joint Commission (Canadian Section)</i> – Dépenses du programme – Dépenses de la section canadienne, y compris les traitements – Dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié – Dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	11 682 786	11 682 786
1	CONSEIL CANADIEN DES NORMES <i>Standards Council of Canada</i> – Paiements au Conseil au titre de l'alinéa 5a) de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	18 321 000	18 321 000
1	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES <i>Canadian Radio-television and Telecommunications Commission</i> – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci au titre du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> et du <i>Règlement sur les droits relatifs aux télécommunications non sollicitées</i> et dans le cadre de ses autres activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	5 053 157	5 053 157

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1 5	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES <i>Social Sciences and Humanities Research Council</i> – Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	34 825 266 938 395 419	973 220 685
1 5	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE <i>Natural Sciences and Engineering Research Council</i> – Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	54 411 479 1 304 972 077	1 359 383 556
1	CONSEIL DES ARTS DU CANADA <i>Canada Council for the Arts</i> – Paiements au Conseil devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i>	362 644 295	362 644 295
1	CONSEIL D'EXAMEN DU PRIX DES MÉDICAMENTS BREVETÉS <i>Patented Medicine Prices Review Board</i> – Dépenses du programme	16 508 147	16 508 147
1 5 10	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA <i>National Research Council of Canada</i> – Dépenses de fonctionnement – Dépenses en capital – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour l'observatoire international du Télescope de trente mètres	454 716 057 56 400 030 461 135 770	972 251 857
1	ÉCOLE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA <i>Canada School of Public Service</i> – Dépenses du programme	64 350 979	64 350 979
1	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE <i>Atomic Energy of Canada Limited</i> – Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1 253 935 845	1 253 935 845
1 5 10	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA <i>Royal Canadian Mounted Police</i> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Dépenses en capital – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Contributions	2 610 780 627 249 275 558 195 339 283	3 055 395 468

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1 5	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA <i>Canadian Institutes of Health Research</i> – Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	57 931 295 1 150 267 928	1 208 199 223
1	INVESTIR AU CANADA <i>Invest in Canada Hub</i> – Dépenses du programme	34 291 556	34 291 556
1	LES PONTS JACQUES-CARTIER ET CHAMPLAIN INC. <i>The Jacques-Cartier and Champlain Bridges Inc.</i> – Paiements à la société à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur ses revenus, exception faite de l'amortissement des immobilisations et des réserves, relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier et Champlain, de l'estacade du pont Champlain, du tunnel Melocheville, du pont de contournement de l'Île des Sœurs et des tronçons fédéraux du pont Honoré-Mercier et de l'autoroute Bonaventure	327 620 136	327 620 136
1	MARINE ATLANTIQUE S.C.C. <i>Marine Atlantic Inc.</i> – Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion – Paiements à la société pour les dépenses en capital – Paiements à la société pour les services de transport, y compris les services de transport maritime entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, et les navires, terminaux et infrastructures connexes	55 675 667	55 675 667
1 5 10	MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION <i>Department of Citizenship and Immigration</i> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Dépenses en capital – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	1 053 523 784 16 071 270 1 553 909 417	2 623 504 471
1	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE <i>Department of National Defence</i> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 35 739 116 105 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il	16 092 770 343	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>est estimé qu'une tranche de 14 006 026 264 \$ deviendra payable dans les années à venir)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom - Paiements effectués dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. - Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi - Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 		
5	- Dépenses en capital	5 087 481 766	
10	<ul style="list-style-type: none"> - Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris : <ul style="list-style-type: none"> a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour : <ul style="list-style-type: none"> (i) la fourniture de biens ou de services, (ii) l'utilisation d'installations; b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i>, pour : <ul style="list-style-type: none"> (i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, (ii) la fourniture de services aux fins de défense, (iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense. 	209 436 939	
15	<ul style="list-style-type: none"> - Paiements effectués dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> a) de programmes d'assurance et d'avantages sociaux ou d'autres ententes pour les militaires de la force régulière et de la force de réserve des Forces canadiennes; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses engagés pour ces militaires et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. 	423 388 673	
			21 813 077 721
1	<p>MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN <i>Department of Western Economic Diversification</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses de fonctionnement 	42 274 210	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> - Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> - Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice - Contributions 	228 161 383	270 435 593
1	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE <i>Department of Agriculture and Agri-Food</i> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses de fonctionnement - Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâtrages communautaires; c) l'administration du programme « Agri-stabilité »; d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. - Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	593 829 089	
5	- Dépenses en capital	39 930 131	
10	<ul style="list-style-type: none"> - Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice - Contributions 	431 713 100	1 065 472 320
1	MINISTÈRE DE LA JUSTICE <i>Department of Justice</i> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses de fonctionnement - Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux; b) les services juridiques — conformes au mandat du ministère — fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi. - Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an 	262 288 103	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
5	<p>et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	430 219 581	692 507 684
1	<p>MINISTÈRE DE LA SANTÉ <i>Department of Health</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	787 559 901	
5	– Dépenses en capital	18 875 187	
10	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services 	1 758 411 277	2 564 846 365
1	<p>MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE <i>Department of Public Safety and Emergency Preparedness</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	143 921 366	
5	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	565 749 061	709 670 427
1	<p>MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL <i>Department of Employment and Social Development</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des 	803 327 617	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
5	<p>dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>. <ul style="list-style-type: none"> – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	3 021 375 616	3 824 703 233
1	<p>MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT <i>Department of the Environment</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques; b) les relevés hydrologiques; c) les services de réglementation; d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux; f) les permis; g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an 	858 313 855	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
5	et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5	- Dépenses en capital	89 793 534	
	- Autorisation de faire des paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations		
	- Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		
10	- Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	829 881 990	
	- Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services		
			1 777 989 379
1	MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE <i>Department of Industry</i>		
1	- Dépenses de fonctionnement	459 957 408	
	- Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;		
	b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications;		
	c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> , au Bureau du surintendant des faillites;		
	d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> , de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i> , de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> et de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> ,		
	e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i> .		
	- Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5	- Dépenses en capital	7 433 000	
10	- Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	2 389 191 705	
	- Contributions		
L15	- Paiements effectués en vertu du paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	
L20	- Prêts effectués en vertu de l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	
			2 857 382 113

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT <i>Department of Foreign Affairs, Trade and Development</i> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux - Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes - Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale - Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes - Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation des services suivants : <ul style="list-style-type: none"> (i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, (ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements, (iv) les services de télécommunication internationale, (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, (vi) les services consulaires spécialisés. - Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	1 897 264 276	
5	- Dépenses en capital	113 830 264	
10	<ul style="list-style-type: none"> - Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice - Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour : <ul style="list-style-type: none"> a) la promotion du commerce et de l'investissement; b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale. 	5 035 414 948	
15	<ul style="list-style-type: none"> - Paiements effectués dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. 	71 024 000	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
20	- Aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, à titre de contributions aux institutions financières internationales pour l'exercice 2020-2021, qui, conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , ne dépasse pas 250 684 323 \$	1	
L25	- Achat d'actions d'institutions financières internationales pour l'exercice 2020-2021 pour une somme d'au plus 7 337 000 \$ US — estimée à 10 640 000 \$ CAN —, effectué en conformité avec le paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> et grâce à l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances	1	
L30	- Prêts effectués en vertu de l'alinéa 3(1)a) de la <i>Loi sur l'aide financière internationale</i>	60 500 000	
			7 178 033 490
1	MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS <i>Department of Veterans Affairs</i>		
	- Dépenses de fonctionnement	1 158 864 928	
	- Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics		
	- Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes :		
	a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables;		
	b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés.		
	- Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5	- Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	4 044 621 627	
	- Contributions		
			5 203 486 555
1	MINISTÈRE DES FEMMES ET DE L'ÉGALITÉ DES GENRES <i>Department for Women and Gender Equality</i>		
	- Dépenses de fonctionnement	45 882 680	
	- Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5	- Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	79 443 977	
	- Contributions		
			125 326 657

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1	MINISTÈRE DES FINANCES <i>Department of Finance</i> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	105 471 317	
5	<ul style="list-style-type: none"> – Aide financière fournie par le ministre des Finances à l'Association internationale de développement, en vertu du paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>, sous forme de paiements directs n'excédant pas, au total, 423 240 000 \$ pour l'exercice 2020-2021 	1	105 471 318
1	MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS <i>Department of Fisheries and Oceans</i> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches – Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches – Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés – Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les activités de la Garde côtière canadienne; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	1 810 990 505	
5	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses en capital – Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités – Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer 	776 767 843	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
10	<ul style="list-style-type: none"> - Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice - Contributions 	714 236 395	3 301 994 743
1	MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD <i>Department of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs</i> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses de fonctionnement - Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel - Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci - Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel - Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement - Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi - Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	1 528 290 836	
5	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses en capital - Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : <ul style="list-style-type: none"> a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Relations Couronne-Autochtones. - Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral - Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes 	268 287	
10	<ul style="list-style-type: none"> - Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice - Contributions 	3 309 017 994	
L15	<ul style="list-style-type: none"> - Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais afférents aux revendications autochtones (recherche, négociation et élaboration de documents) 	25 903 000	
			4 863 480 117
1	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES <i>Department of Natural Resources</i> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses de fonctionnement - Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des 	556 830 962	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;		
	b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i> ;		
	c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);		
	d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;		
	e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .		
5	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	11 608 000	
10	– Dépenses en capital	448 124 943	
	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	– Contributions		
			1 016 563 905
	MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES <i>Department of Indigenous Services</i>		
1	– Dépenses de fonctionnement	1 949 217 820	
	– Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
	– Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
	– Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
	– Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
5	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	6 832 498	
	– Dépenses en capital		

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
10	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : <ul style="list-style-type: none"> a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discréction du ministre des Services aux Autochtones. - Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral - Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes - Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice - Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services 	10 741 544 381	12 697 594 699
1	MINISTÈRE DES TRANSPORTS <i>Department of Transport</i>		
1	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses de fonctionnement - Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique - Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> - Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi - Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	726 021 429	
5	- Dépenses en capital	150 604 973	
10	Subventions et contributions — Réseau de transport efficace	617 297 513	
	<ul style="list-style-type: none"> - Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice - Contributions 		
15	Subventions et contributions — Réseau de transport écologique et novateur	133 823 550	
	<ul style="list-style-type: none"> - Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice - Contributions 		
20	Subventions et contributions — Réseau de transport sûr et sécuritaire	40 197 681	
	<ul style="list-style-type: none"> - Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice - Contributions 		
			1 667 945 146
1	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX <i>Department of Public Works and Government Services</i>		
1	- Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux	2 316 072 146	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> - Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i>, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> - Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux - Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi - Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> - Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux - Autorisation d'effectuer des remboursements à des locataires d'immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux relativement à des améliorations à ceux-ci autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux 	1 587 143 543	3 903 215 689
1	MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN <i>Department of Canadian Heritage</i>	203 230 981	
5	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses de fonctionnement - Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. - Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> - Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice - Contributions 	1 304 800 333	1 508 031 314
1	MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE <i>Canadian Museum of Nature</i>	26 811 201	26 811 201

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1	MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE <i>Canadian Museum of History</i> – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	72 188 284	72 188 284
1	MUSÉE CANADIEN DE L'IMMIGRATION DU QUAI 21 <i>Canadian Museum of Immigration at Pier 21</i> – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	7 895 183	7 895 183
1	MUSÉE CANADIEN DES DROITS DE LA PERSONNE <i>Canadian Museum for Human Rights</i> – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	25 502 953	25 502 953
1	MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA <i>National Gallery of Canada</i> – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	38 673 922	
5	– Paiements au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes	8 000 000	46 673 922
1	MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE <i>National Museum of Science and Technology</i> – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	30 567 380	30 567 380
1	OFFICE DES TRANSPORTS DU CANADA <i>Canadian Transportation Agency</i> – Dépenses du programme	28 662 545	28 662 545
1	OFFICE NATIONAL DU FILM <i>National Film Board</i> – Dépenses du programme	64 891 409	64 891 409
1	ORGANISATION CANADIENNE D'ÉLABORATION DE NORMES D'ACCESSIBILITÉ ¹ <i>Canadian Accessibility Standards Development Organization</i> – Dépenses de fonctionnement	9 121 581	
5	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	5 500 000	
	– Contributions		14 621 581
1	RÉGIE CANADIENNE DE L'ÉNERGIE <i>Canadian Energy Regulator</i> – Dépenses du programme – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	71 327 662	71 327 662

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1	REGISTRAIRE DE LA COUR SUPRÈME DU CANADA <i>Registrar of the Supreme Court of Canada</i> – Dépenses du programme	26 438 911	26 438 911
1	SECRÉTARIAT DE L'OFFICE DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ NATIONALE ET DE RENSEIGNEMENT <i>National Security and Intelligence Review Agency Secretariat</i> – Dépenses du programme	22 801 056	22 801 056
1	SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES <i>Canadian Intergovernmental Conference Secretariat</i> – Dépenses du programme	5 531 372	5 531 372
1	SECRÉTARIAT DU COMITÉ DES PARLEMENTAIRES SUR LA SÉCURITÉ NATIONALE ET LE RENSEIGNEMENT <i>Secretariat of the National Security and Intelligence Committee of Parliamentarians</i> – Dépenses du programme	3 331 078	3 331 078
1	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR <i>Treasury Board Secretariat</i> – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	254 165 851	
5	Dépenses éventuelles du gouvernement – Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit – Autorisation donnée au Conseil du Trésor de payer pour diverses dépenses urgentes ou imprévues – auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs –, notamment pour l'octroi de nouvelles subventions ou contributions ou l'augmentation du montant de toute subvention prévue dans un budget des dépenses pour l'exercice, dans la mesure où ces dépenses sont conformes au mandat du ministère ou de l'organisme pour lequel celles-ci sont effectuées – Autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	750 000 000	
10	Initiatives pangouvernementales – Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique	31 030 279	
20	Assurances de la fonction publique – À l'égard de tout ou partie de la fonction publique et de toutes autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor, paiements effectués dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes – ou de l'administration de ces programmes ou	2 171 215 724	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	ententes —, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses		
–	Autorisation d'affecter tous revenus ou toutes autres sommes perçues dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes :		
	a) pour compenser notamment les primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses liés à ces programmes ou autres ententes;		
	b) pour rembourser les employés admissibles, en application du paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> , pour l'excédent des primes retenues.		
25	Report du budget de fonctionnement	1 600 000 000	
–	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget de fonctionnement de l'exercice précédent		
30	Besoins en matière de rémunération	600 000 000	
–	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice pour :		
	a) des prestations parentales et de maternité;		
	b) des versements liés à la cessation de service ou d'emploi;		
	c) des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, et des membres des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.		
35	Report du budget des dépenses en capital	600 000 000	
–	Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget des dépenses en capital de l'exercice précédent		
			6 006 411 854
1	SÉNAT <i>Senate</i>		
–	Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux des sénateurs et le versement d'une allocation de logement au président du Sénat au lieu de la mise à sa disposition d'une résidence	79 715 174	
–	Contributions		
–	Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités		79 715 174
1	SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES <i>Courts Administration Service</i>		
–	Dépenses du programme	85 028 677	85 028 677
1	SERVICE CANADIEN D'APPUI AUX TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS <i>Administrative Tribunals Support Service of Canada</i>		
–	Dépenses du programme	61 610 764	
–	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		61 610 764
1	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ <i>Canadian Security Intelligence Service</i>		
–	Dépenses du programme	598 034 351	598 034 351

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1	SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA <i>Correctional Service of Canada</i> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions – Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse – Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus – Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil : <ul style="list-style-type: none"> a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus; b) aux personnes à charge de détenus — libérés ou non — décédés à la suite de leur participation à de telles activités. – Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier; b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes; c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements. 	2 145 688 776	
5	– Dépenses en capital, notamment les paiements : <ul style="list-style-type: none"> a) aux <i>collectivités autochtones</i>, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>, au titre d'un accord visé à l'article 81 de cette loi et prévoyant la prestation de services correctionnels; b) aux organisations à but non lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités, à titre de contributions pour leurs travaux de construction respectifs. 	187 796 912	
			2 333 485 688
1	SERVICE DE PROTECTION PARLEMENTAIRE <i>Parliamentary Protective Service</i> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme – Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités 	83 452 443	83 452 443
1	SERVICES PARTAGÉS CANADA <i>Shared Services Canada</i> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services 	1 674 997 553	
5	– Dépenses en capital <ul style="list-style-type: none"> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de 	286 370 379	

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>		1 961 367 932
1	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES <i>Canada Post Corporation</i> – Paiements à la Société à des fins spéciales	22 210 000	22 210 000
1	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT <i>Canada Mortgage and Housing Corporation</i> – Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ; b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> .	2 919 967 012	2 919 967 012
1	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS <i>National Arts Centre Corporation</i> – Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	35 270 142	35 270 142
1	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA <i>Canadian Broadcasting Corporation</i> – Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement 5 – Paiements à la Société pour le fonds de roulement 10 – Paiements à la Société pour les dépenses en capital	1 101 551 846 4 000 000 105 246 000	1 210 797 846
1	STATION CANADIENNE DE RECHERCHE DANS L'EXTRÊME-ARCTIQUE <i>Canadian High Arctic Research Station</i> – Dépenses du programme – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	29 453 623	29 453 623
1	STATISTIQUE CANADA <i>Statistics Canada</i> – Dépenses du programme – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	539 369 331	539 369 331
1	TÉLÉFILM CANADA <i>Telefilm Canada</i> – Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	101 878 949	101 878 949

Nº du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1	TRIBUNAL DES ANCIENS COMBATTANTS (RÉVISION ET APPEL) <i>Veterans Review and Appeal Board</i> – Dépenses du programme	9 660 535	9 660 535
1	VIA RAIL CANADA INC. <i>VIA Rail Canada Inc.</i> – Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion – Paiements à la société pour les dépenses en capital – Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	546 909 001	546 909 001
			118 734 503 548

SCHEDULE 2

Based on the Main Estimates 2020–21, the amount granted is \$1,464,507,322, which is the total of the amounts of the items set out in this Schedule (\$6,457,130,978) less the total of the interim appropriations granted on account of those items by *Appropriation Act No. 1, 2020–21* (\$1,614,282,747) and by *Appropriation Act No. 2, 2020–21* (\$3,378,340,909).

Sums granted to Her Majesty by this Act for the fiscal year ending March 31, 2021 that may be charged to that fiscal year and the following fiscal year ending March 31, 2022 and the purposes for which they are granted.

Vote No.	Items	Amount (\$)	Total (\$)
1	CANADA BORDER SERVICES AGENCY <i>Agence des services frontaliers du Canada</i> – Operating expenditures – Authority, as referred to in paragraph 29.1(2)(a) of the <i>Financial Administration Act</i> , to expend in the fiscal year — in order to offset expenditures that it incurs in that fiscal year — revenues that it receives in that fiscal year from (a) fees, related to border operations, for the provision of a service or the use of a facility or for a product, right or privilege; and (b) payments received under contracts entered into by the Agency	1,822,908,053	
5	– Capital expenditures	177,772,983	2,000,681,036
1	CANADA REVENUE AGENCY <i>Agence du revenu du Canada</i> – Operating expenditures – Contributions – Authority to make recoverable expenditures in relation to the application of the <i>Canada Pension Plan</i> and the <i>Employment Insurance Act</i>	3,473,684,467	
5	– Capital expenditures – Authority to make recoverable expenditures in relation to the application of the <i>Canada Pension Plan</i> and the <i>Employment Insurance Act</i>	74,120,957	3,547,805,424
1	PARKS CANADA AGENCY <i>Agence Parcs Canada</i> – Program expenditures – Capital expenditures – The grants listed in any of the Estimates for the fiscal year – Contributions, including (a) expenditures on other than federal property; and (b) payments to provinces and municipalities as contributions towards the cost of undertakings carried out by those bodies	898,652,518	
5	– Amounts credited to the New Parks and Historic Sites Account for the purposes specified in subsection 21(3) of the <i>Parks Canada Agency Act</i>	9,992,000	908,644,518
			6,457,130,978

ANNEXE 2

D'après le Budget principal des dépenses 2020-2021, la somme accordée est de 1 464 507 322 \$, soit le total des montants des postes figurant à la présente annexe (6 457 130 978 \$), moins le total des crédits provisoires accordés à l'égard de ces postes par la *Loi de crédits n° 1 pour 2020-2021* (1 614 282 747 \$) et par la *Loi de crédits n° 2 pour 2020-2021* (3 378 340 909 \$).

Sommes accordées par la présente loi à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021, pouvant être imputées à l'exercice en cours et à l'exercice suivant se terminant le 31 mars 2022, et fins auxquelles elles sont accordées.

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA <i>Canada Border Services Agency</i> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits — liés aux activités à la frontière — perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège; b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence.	1 822 908 053	
5	– Dépenses en capital	177 772 983	2 000 681 036
1	AGENCE DU REVENU DU CANADA <i>Canada Revenue Agency</i> – Dépenses de fonctionnement – Contributions – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	3 473 684 467	
5	– Dépenses en capital – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	74 120 957	3 547 805 424
1	AGENCE PARCS CANADA <i>Parks Canada Agency</i> – Dépenses du programme – Dépenses en capital – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, notamment : a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral; b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.	898 652 518	
5	– Sommes créditées au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques pour les fins visées au paragraphe 21(3) de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	9 992 000	908 644 518
			6 457 130 978

**ORDERS AND PROCLAMATIONS RELATING TO THE COMING INTO FORCE OF ACTS —
1 JANUARY, 2020 TO 31 DECEMBER, 2020**

—	Date in force	Canada Gazette Part II
Budget Implementation Act, 2017, No. 1, S.C. 2017, c. 20, subsections 320(2), 322(2), 325(3) and 329(3), section 360, subsections 363(2), (5), (6) and (9) and 364(3) and sections 373, 377, 386 and 390	1 Jan. 2021	SI/2020-74 Vol. 154, p. 4086
Budget Implementation Act, 2018, No. 1, S.C. 2018, c. 12, – section 220	31 Jan. 2020	SI/2020-13 Vol. 154, p. 248
– Division 2 of Part 6, other than section 203, subsection 204(2), section 206 and subsections 211(1) and (3) to (5)	30 April 2022	SI/2019-17 Vol. 153, p. 1066 as amended by SI/2020-36 Vol. 154, p. 1200
Budget Implementation Act, 2018, No. 2, S.C. 2018, c. 27, – Division 2 of Part 4	1 March 2020	SI/2020-21 Vol. 154, p. 400-401
– sections 331, 332, 337 and 338, subsection 342(2) and sections 344 to 347 and 350.....	30 April 2020	SI/2020-35 Vol. 154, p. 854
Budget Implementation Act, 2019, No. 1, S.C. 2019, c. 29, – Subdivision H of Division 9 of Part 4, other than sections 206 to 212, which came into force on assent.....	18 March 2020	SI/2020-20 Vol. 154, p. 397 SI/2020-21
– sections 45 and 46.....	1 March 2020	Vol. 154, p. 400-401 SI/2020-32
– sections 236, 241, 249, 252 to 254, 256 and 267.....	1 April 2020	Vol. 154, p. 549 SI/2020-38
– section 215	10 June 2020	Vol. 154, p. 1207
– subsections 163(2) and (4), section 166 and subsections 168(2), 172(2), (7) and (8), 173(2), 174(2) and 175(2).....	23 May 2020	SI/2020-39 Vol. 154, p. 1211 SI/2020-40
– subsection 225(5) and sections 238, 247, 248 and 257	4 June 2020	Vol. 154, p. 1216 SI/2020-72
– Division 3 of Part 4	1 Jan. 2021	Vol. 154, p. 3242 SI/2020-73
– section 292	9 Dec. 2020	Vol. 154, p. 3553
Canada Labour Code (harassment and violence), the Parliamentary Employment and Staff Relations Act and the Budget Implementation Act, 2017, No. 1, An Act to amend the, S.C. 2018, c. 22, – sections 0.1 to 16 and 18.....	1 Jan. 2021	SI/2020-45 Vol. 154, p. 1314 SI/2020-74
– section 17	1 Jan. 2021	Vol. 154, p. 4086

**ORDERS AND PROCLAMATIONS RELATING TO THE COMING INTO FORCE OF ACTS —
1 JANUARY, 2020 TO 31 DECEMBER, 2020 — *Concluded***

—	Date in force	Canada Gazette Part II
Canada—United States—Mexico Agreement Implementation Act, S.C. 2020, c. 1, Act, other than section 21, subsection 114(1), section 115, subsection 118(1), sections 119, 121 to 126, 128, 130, 132 and 135, subsection 137(1) and sections 153 to 182	1 July 2020	SI/2020-33 Vol. 154, p. 818 as amended by SI/2020-46 Vol. 154, p. 1615
Divorce Act, the Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act and the Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act and to make consequential amendments to another Act, An Act to amend the, S.C. 2019, c. 16,		SI/2019-82 Vol. 153, p. 6062 as amended by SI/2020-42 Vol. 154, p. 1227
– subsections 1(1) to (4), (6) and (7), sections 2 to 6 and 8 to 15, subsection 16(2), sections 17 to 19, 21, 22 and 23 to 25, subsection 28(3) and sections 32 to 35.....	1 March 2021	
– subsections 73(2) to (6), section 74 and subsection 76(3).....	12 Nov. 2021	SI/2020-75 Vol. 154, p. 4092
– subsections 105(1), 106(2), 111(2) to (4) and 115(3) and (5)	23 Dec. 2020	
Economic Action Plan 2013 Act, No. 1, S.C. 2013, c. 33, section 211.....	10 June 2020	SI/2020-43 Vol. 154, p. 1309
Economic Action Plan 2014 Act, No. 1, S.C. 2014, c. 20, section 213, subsections 217(1), (3), (4) and (6) and section 230.....	4 Feb. 2020	SI/2020-14 Vol. 154, p. 251
Economic Action Plan 2015 Act, No. 1, S.C. 2015, c. 36, sections 88 to 92.....	1 Sep. 2020	SI/2020-49 Vol. 154, p. 1623
National Security Act, 2017, S.C. 2019, c. 13, sections 127, 130, 132, 133 and 136, subsections 137(1), (3) and (6) and section 138.....	4 Nov. 2020	SI/2020-71 Vol. 154, p. 3234 SI/2020-60
Transportation Modernization Act, S.C. 2018, c. 10, sections 61 to 67	2 Sep. 2022	Vol. 154, p. 2245

DÉCRETS ET PROCLAMATIONS AYANT TRAIT À L'ENTRÉE EN VIGUEUR DES LOIS :
1^{er} JANVIER 2020 — 31 DÉCEMBRE 2020

—	Date d'entrée en vigueur	Gazette du Canada Partie II
Canada–États-Unis–Mexique, Loi de mise en œuvre de l'Accord, L.C. 2020, ch. 1, la loi, à l'exception de l'article 21, du paragraphe 114(1), de l'article 115, du paragraphe 118(1), des articles 119, 121 à 126, 128, 130, 132 et 135, du paragraphe 137(1) et des articles 153 à 182	1 ^{er} juil. 2020	TR/2020-33 Vol. 154, p. 818 modifié par TR/2020-46 Vol. 154, p. 1615
Code canadien du travail (harcèlement et violence), la Loi sur les relations de travail au Parlement et la Loi n ^o 1 d'exécution du budget de 2017, Loi modifiant le, L.C. 2018, ch. 22,		
— les articles 0.1 à 16 et 18.....	1 ^{er} jan. 2021	TR/2020-45 Vol. 154, p. 1314
— l'article 17.....	1 ^{er} jan. 2021	TR/2020-74 Vol. 154, p. 4086
Divorce, la Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales et la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions et apportant des modifications corrélatives à une autre loi, Loi modifiant la Loi sur le, L.C. 2019, ch. 16,		
— les paragraphes 1(1) à (4), (6) et (7), les articles 2 à 6 et 8 à 15, le paragraphe 16(2), les articles 17 à 19, 21, 22 et 23 à 25, le paragraphe 28(3) et les articles 32 à 35.....	1 ^{er} mars 2021	TR/2019-82 Vol. 153, p. 6062 modifié par TR/2020-42 Vol. 154, p. 1227
— les paragraphes 73(2) à (6), l'article 74 et le paragraphe 76(3).....	12 nov. 2021	TR/2020-75 Vol. 154, p. 4092
— les paragraphes 105(1), 106(2), 111(2) à (4) et 115(3) et (5).....	23 déc. 2020	
Exécution du budget de 2017, Loi n ^o 1 d', L.C. 2017, ch. 20, les paragraphes 320(2), 322(2), 325(3) et 329(3), l'article 360, les paragraphes 363(2), (5), (6) et (9) et 364(3) et les articles 373, 377, 386 et 390	1 ^{er} jan. 2021	TR/2020-74 Vol. 154, p. 4086
Exécution du budget de 2018, Loi n ^o 1 d', L.C. 2018, ch. 12,		
— l'article 220.....	31 jan. 2020	TR/2020-13 Vol. 154, p. 248
— la section 2 de la partie 6, à l'exception de l'article 203, du paragraphe 204(2), de l'article 206 et des paragraphes 211(1) et (3) à (5).....	30 avril 2022	TR/2019-17 Vol. 153, p. 1066 modifié par TR/2020-36 Vol. 154, p. 1200
Exécution du budget de 2018, Loi n ^o 2 d', L.C. 2018, ch. 27,		
— la section 2 de la partie 4	1 ^{er} mars 2020	TR/2020-21 Vol. 154, p. 400-401
— les articles 331, 332, 337 et 338, le paragraphe 342(2) et les articles 344 à 347 et 350.....	30 avril 2020	TR/2020-35 Vol. 154, p. 854
Exécution du budget de 2019, Loi n ^o 1 d', L.C. 2019, ch. 29,		
— la sous-section H de la section 9 de la partie 4, à l'exception des articles 206 à 212, lesquels sont entrés en vigueur à la sanction.....	18 mars 2020	TR/2020-20 Vol. 154, p. 397 TR/2020-21
— les articles 45 et 46	1 ^{er} mars 2020	Vol. 154, p. 400-401

DÉCRETS ET PROCLAMATIONS AYANT TRAIT À L'ENTRÉE EN VIGUEUR DES LOIS :
1^{er} JANVIER 2020 — 31 DÉCEMBRE 2020 — (fin)

—	Date d'entrée en vigueur	Gazette du Canada Partie II
— les articles 236, 241, 249, 252 à 254, 256 et 267.....	1 ^{er} avril 2020	TR/2020-32 Vol. 154, p. 549
— l'article 215.....	10 juin 2020	TR/2020-38 Vol. 154, p. 1207
— les paragraphes 163(2) et (4), l'article 166 et les paragraphes 168(2), 172(2), (7) et (8), 173(2), 174(2) et 175(2).....	23 mai 2020	TR/2020-39 Vol. 154, p. 1211
— le paragraphe 225(5) et les articles 238, 247, 248 et 257.....	4 juin 2020	TR/2020-40 Vol. 154, p. 1216
— la section 3 de la partie 4	1 ^{er} jan. 2021	TR/2020-72 Vol. 154, p. 3242
— l'article 292.....	9 déc. 2020	TR/2020-73 Vol. 154, p. 3553
Modernisation des transports, Loi sur la, L.C. 2018, ch. 10, les articles 61 à 67.....	2 sept. 2022	TR/2020-60 Vol. 154, p. 2245
Plan d'action économique de 2013, Loi n° 1 sur le, L.C. 2013, ch. 33, l'article 211 ...	10 juin 2020	TR/2020-43 Vol. 154, p. 1309
Plan d'action économique de 2014, Loi n° 1 sur le, L.C. 2014, ch. 20, l'article 213, les paragraphes 217(1), (3), (4) et (6) et l'article 230.....	4 fév. 2020	TR/2020-14 Vol. 154, p. 251
Plan d'action économique de 2015, Loi n° 1 sur le, L.C. 2015, ch. 36, les articles 88 à 92.....	1 ^{er} sept. 2020	TR/2020-49 Vol. 154, p. 1623
Sécurité nationale, Loi de 2017 sur la, L.C. 2019, ch. 13, les articles 127, 130, 132, 133 et 136, les paragraphes 137(1), (3) et (6) et l'article 138.....	4 nov. 2020	TR/2020-71 Vol. 154, p. 3234